



Ordonnance sur les prestations transitoires pour les chômeurs âgés (OPtra)

Prise de position de la Commission fédérale pour les questions féminines CFQF (janvier 2021)

Remarques liminaires

La Commission fédérale pour les questions féminines CFQF a salué l'introduction de prestations transitoires financées par la Confédération au bénéfice des chômeuses et des chômeurs âgés arrivés en fin de droit. Elles sont judicieuses du point de vue social pour atténuer la situation du grand nombre de personnes qui se retrouvent en fin de droit à quelques années de l'âge ordinaire de la retraite. En effet, les dernières années avant la retraite sont particulièrement importantes pour la constitution de la rente LPP en raison de l'évolution usuelle des salaires, du niveau maximal des bonifications de vieillesse en pourcentage du salaire coordonné et des intérêts composés. D'autre part, pour pouvoir faire valoir un droit à l'aide sociale, les chômeuses et les chômeurs arrivés en fin de droit n'ont pas d'autre solution que de puiser dans leur fortune jusqu'à ce qu'elle soit inférieure ou égale à 4000 francs. Ainsi, une personne ayant travaillé 40 ans en mettant de côté un certain patrimoine et en se constituant une prévoyance-vieillesse solide peut subir un déclassement social et économique durant les dernières années précédant la retraite.

Pour la CFQF, il est primordial d'éviter l'arrivée en fin de droit des seniors et de maintenir leur employabilité. Cela demande une politique bien conçue en matière de formation continue, qui mobilise les individus, l'économie et les pouvoirs publics dans un effort concerté. Il faut ainsi effectuer régulièrement des bilans de compétences durant la deuxième moitié de la vie professionnelle, développer la formation professionnelle et la formation de mise à niveau pour adultes et élargir le soutien aux efforts faits par les seniors pour se perfectionner. À l'heure actuelle, le monde du travail évolue très vite. Le développement du numérique transforme les champs d'activité et demande de nouvelles compétences. Pour rester dans la course, il faut se former tout au long de la vie. Or, les possibilités de perfectionnement sont bien plus limitées pour les mères ayant des enfants en bas âge, surtout si elles élèvent seules leurs enfants. De manière générale, les personnes travaillant à temps partiel sont moins bien soutenues dans leurs efforts de formation continue. Lorsque la situation économique se détériore, elles sont alors les premières à perdre leur emploi et, faute d'avoir suivi des formations continues, elles ne parviennent plus à reprendre pied sur le marché du travail. Du point de vue de l'égalité, il faudrait envisager d'instaurer une obligation de perfectionnement pour prévenir l'arrivée en fin de droit des seniors.

Remarques de fond

Lorsque l'idée de prestations transitoires a été concrétisée dans la loi, la CFQF a souligné combien il était important que la durée minimale d'assurance pour avoir accès aux prestations transitoires ne discrimine pas les femmes avec des obligations familiales ou d'assistance. La loi sur les prestations transitoires pour les chômeurs âgés (LPtra) en tient compte puisque les bonifications pour tâches éducatives et tâches d'assistance selon la loi sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) sont prises en compte dans le calcul de la durée minimale d'assurance (art. 5, al. 1, lit. a, LPtra).

L'art. 5, al. 4, LPtra stipule que le Conseil fédéral règle le droit aux prestations transitoires des personnes libérées des conditions relatives à la période de cotisation en vertu de l'art. 14 de la loi sur l'assurance-chômage (LACI). Pourtant, l'ordonnance ne contient aucune disposition à ce sujet.

Les personnes libérées des conditions relatives à la période de cotisation sont des personnes qui n'ont pas pu cotiser à l'assurance-chômage pour cause de formation, de formation continue, de maladie, d'accident ou de détention. Une personne qui, par exemple, a un grave accident à l'âge de 57 ans et reste un an en réadaptation puis perd son emploi et perçoit pendant 90 jours des indemnités de l'assurance-chômage sans devoir y cotiser ne peut pas acquérir de droit à une prestation transitoire. À notre avis, cela est contraire à la volonté du législateur d'améliorer la protection des seniors en fin de droit. Pour éviter cela, il faudrait que lorsqu'une personne arrive en fin de droit à partir de 55 ans (mais au plus tard à partir de 58 ans), le droit aux prestations transitoires soit étudié non pas en se basant sur le nombre effectif d'indemnités journalières perçues, mais en imputant dans tous les cas 520 indemnités journalières. Si cela permet à la personne d'avoir droit aux prestations transitoires, elle pourrait alors les percevoir à partir de son 60^e anniversaire dans la mesure où elle remplit les autres conditions pour cela.

Remarques concernant certaines dispositions de l'ordonnance

Seuil d'entrée lié à la fortune

Art. 4 OPtra

L'avoir de prévoyance de la prévoyance professionnelle est pris en compte dans le calcul de la fortune nette déterminante dans la mesure où il excède 26 fois le montant destiné à la couverture des besoins vitaux. Ce seuil correspond à environ 500 000 francs et un revenu annuel de 120 000 francs, avec l'avoir du régime LPP obligatoire et un taux de conversion de 5 %.

Nous estimons que ce montant est trop bas, en particulier pour les trois raisons suivantes :

1. Selon le commentaire de l'OPtra, les personnes ayant droit à des prestations transitoires peuvent ainsi tabler sur un revenu annuel à la retraite de 47 000 francs (LPP + AVS), soit environ 3900 francs par mois. Or, le coût de la prise en charge et des soins augmente fortement avec l'âge et un revenu de ce niveau ne permet pas d'y faire face.
2. Le calcul du revenu annuel à la retraite est doublement focalisé sur les hommes : premièrement, la consommation de l'avoir de prévoyance repose sur l'espérance de vie des

hommes ; deuxièmement, la part de l'AVS dans le revenu annuel est basée sur le montant moyen de la rente AVS des hommes. Or, les femmes ont une espérance de vie plus longue¹ (87,7 ans, contre 85 ans pour les hommes) et une rente AVS inférieure en moyenne (1711 francs, contre 1893 francs pour les hommes). Le calcul leur est donc moins favorable.

3. Il est à prévoir que les taux de conversion de la prévoyance professionnelle continueront de baisser. De ce fait, les rentes effectives diminueront pour un même avoir de vieillesse. C'est une raison de plus pour relever le seuil à partir duquel l'avoir de vieillesse de la prévoyance est pris en compte.

Proposition de la CFQFQ : le seuil d'entrée lié à la fortune doit être relevé, par exemple à 30 fois la couverture des besoins vitaux, ne serait-ce que pour mieux refléter la situation des femmes.

Démonstration de l'intégration

Art. 5 OPtra

Les bénéficiaires de prestations transitoires doivent démontrer chaque année qu'ils font des efforts pour s'intégrer sur le marché du travail. Selon la LPtra et le commentaire de l'ordonnance, il n'est pas prévu de sanctions si cette démonstration n'est pas apportée. On peut renoncer à cette exigence étant donné que les bénéficiaires de prestations transitoires sont des personnes qui ont déjà fait des efforts pour s'intégrer sur le marché du travail tout au long des années précédentes – mais en vain, malgré les mesures proposées ou ordonnées par les ORP – et qui sont de ce fait arrivées en fin de droit. La formule potestative de la loi permet sur le plan juridique. L'une des grandes idées qui a présidé à l'instauration des prestations transitoires était d'éviter aux personnes concernées de se retrouver à l'aide sociale et de subir son régime de contrôle. Il ne faudrait pas remplacer ce dernier par un régime de contrôle des prestations transitoires.

Proposition de la CFQF : il convient de renoncer à exiger la preuve des efforts d'intégration. Si cette exigence devait être maintenue, il faudrait veiller à donner une définition aussi large que possible de l'intégration et ne pas se limiter à l'intégration professionnelle mais prendre aussi en compte l'intégration sociale. La reconnaissance du travail de bénévolat ou de prise en charge et de soin comme preuve d'intégration serait utile aux femmes notamment. Pour faciliter au maximum les démarches administratives pour tous les acteurs concernés, il nous paraîtrait judicieux en outre que l'Office fédéral des assurances sociales propose un formulaire simple, qu'il suffirait de remplir pour démontrer ses efforts d'intégration.

Dépenses reconnues

Art. 14, al. 1, OPtra

À notre avis, la typologie utilisée pour répartir les communes dans les régions ne reflète pas assez bien le niveau effectif des loyers dans les régions. Or, il est important que la répartition

¹ Selon les chiffres de l'Office fédéral de la statistique concernant les personnes âgées de 65 ans en 2019.

des communes soit plus en adéquation avec le niveau des loyers. Nous pensons qu'il faut pour cela étendre la région 1 afin de tenir compte du niveau élevé des loyers dans d'autres régions.

La loi stipule que le Conseil fédéral, pour régler la répartition des communes, doit se baser « sur les niveaux géographiques définis par l'Office fédéral de la statistique ». Par conséquent, rien n'oblige à se limiter à la région 111 de la typologie des communes 2012 (25 catégories). Dans les régions du lac de Zurich, du lac Léman et du lac de Zoug, pour ne citer que celles-ci, les loyers élevés ne sont pas limités aux centres urbains. Il en va de même dans les régions touristiques.

Si le niveau élevé des loyers n'est pas suffisamment pris en compte, cela risque de pousser des personnes à changer de lieu de domicile alors qu'elles ne le souhaitent pas. Ce problème pourrait toucher en particulier les femmes ayant besoin de prestations transitoires suite à une séparation ou à un divorce. Il est important d'éviter que l'exclusion professionnelle soit suivie d'une exclusion sociale.

Proposition de la CFQF : il faut intégrer dans la région 1 un plus grand nombre de types de communes selon la typologie 2012 afin de tenir compte de manière appropriée des régions où le niveau des loyers est élevé.

Prise en compte de la fortune

Art. 21 OPtra

Selon le projet, l'avoir de prévoyance de la prévoyance professionnelle ne doit être pris en compte dans le calcul de la fortune nette que pour la part qui excède le montant visé à l'art. 4. Il faut à notre avis que l'ordonnance mentionne explicitement les avoirs de prévoyance détenus dans des institutions de libre-passage, dans un pilier 3a et dans des assurances-vie afin d'exclure une inégalité de traitement entre les différentes formes de prévoyance-vieillesse.

Proposition de la CFQF : compléter l'art. 21, al. 4, comme suit : ***~~L'avoir de prévoyance de la prévoyance~~ professionnelle détenu dans des institutions de libre passage, dans un pilier 3a ou dans des assurances-vie ne doit être pris en compte pour le calcul de la fortune nette que pour la part qui excède le montant visé à l'art. 4.***

Frais de maladie et d'invalidité

Art. 32, al. 1, OPtra

L'ordonnance prévoit que « les frais des traitements dentaires sont remboursés dans la mesure où il s'agit d'un traitement simple, économique et adéquat ». Nous suggérons de biffer l'adjectif « simple » : ce critère ne convient pas car ce qu'il faut viser, c'est que la prestation de santé appropriée soit fournie à un prix convenable. La LAMal, par exemple, emploie la notion d'efficacité des prestations, ce qui nous paraît mieux convenir.

Proposition de la CFQF : biffer l'adjectif « simple » et, éventuellement, le remplacer par « efficace ».



Verordnung über die Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose ÜLV

Stellungnahme der Eidgenössischen Kommission für Frauenfragen EKF (Januar 2021)

Einleitende Bemerkungen

Die EKF hat die Einführung einer vom Bund finanzierten Überbrückungsleistung für ältere Ausgesteuerte begrüsst. Die Überbrückungsleistung ist sozialpolitisch sinnvoll, um die grosse Fallhöhe bei einer Aussteuerung wenige Jahre vor dem ordentlichen Pensionsalter abzufedern. Einerseits sind aufgrund der üblichen Lohnentwicklung, der höchsten Altersgutschriften in Prozenten des koordinierten Lohnes und von Zinseszins-Effekten die letzten Jahre vor der Pensionierung besonders wichtig für den Aufbau der BVG-Rente. Andererseits bleibt nach einer Aussteuerung nur der Vermögensverzehr, da das letzte soziale Auffangnetz – die Sozialhilfe – erst ab einem Vermögensfreibetrag von 4000 Franken zum Tragen kommt. Eine 40-jährige Erwerbsbiografie mit gewissem Vermögensaufbau und solider Alterssicherung kann so in den letzten Jahren vor der ordentlichen Pensionierung in einem sozialen und wirtschaftlichen Abstieg enden.

Für die EKF ist die Vermeidung der Aussteuerung und der Erhalt der Arbeitsmarktfähigkeit der älteren Arbeitnehmenden zentral. Dafür braucht es eine durchdachte Weiterbildungspolitik, in der die einzelnen Personen, die Wirtschaft und die öffentliche Hand gut zusammenarbeiten. Dies bedingt regelmässige Standortbestimmungen ab der Mitte des Erwerbslebens, eine ausgebaute Berufsbildung und Nachholbildung für Erwachsene und breitere Unterstützung der Weiterbildungsbemühungen gerade von älteren Arbeitnehmenden. Die Arbeitswelt ändert sich heute rasant. Mit der Digitalisierung verschieben sich Tätigkeitsfelder und neue Kompetenzen sind gefordert. Wer auf dem digitalen Arbeitsmarkt bestehen will, muss sich kontinuierlich weiterbilden – Stichwort lebenslanges Lernen. Gerade Mütter mit kleinen Kindern – insbesondere, wenn sie alleinerziehend sind – können in einem viel kleineren Ausmass Weiterbildungen absolvieren. Allgemein werden Teilzeitangestellte in geringerem Ausmass bei Weiterbildungsbemühungen unterstützt. Verschlechtert sich die konjunkturelle Lage, sind sie die ersten, die ihre Anstellung verlieren und dann wegen mangelnder Weiterbildung auf dem Arbeitsmarkt nicht mehr Fuss fassen können. Aus Gleichstellungsperspektive wäre neben der Überbrückungsleistung deshalb auch ein Weiterbildungsobligatorium zu prüfen, welches der Aussteuerung älterer Personen präventiv entgegenwirkt.

Grundsätzliche Bemerkungen

Ein zentrales Anliegen für die EKF bei der Umsetzung der Überbrückungsleistung im Gesetz war die diskriminierungsfreie Ausgestaltung der Mindestdauer zur Erfüllung der Anspruchsvoraussetzung für Frauen mit Familien- oder Betreuungspflichten. Dies ist über die Berücksichtigung von entsprechenden Erziehungs- und Betreuungsgutschriften gemäss AHVG in Art. 5, Abs. 1, lit. a ÜLG gegeben.

In Art. 5, Abs. 4 ÜLG ist vorgesehen, dass der Bundesrat den Anspruch von Personen regelt, welche gemäss Art. 14 AVIG beitragsbefreit sind. In der Verordnung wurde dazu – obwohl im Gesetz festgehalten – allerdings keine Regelung getroffen.

Bei beitragsbefreiten Personen handelt es sich um Personen, welche aufgrund einer Aus- oder Weiterbildung, wegen Krankheit, Unfall oder Haft keine Beiträge an die Arbeitslosenversicherung bezahlen konnten. Eine Person, welche beispielsweise mit 57 Jahren einen schweren Unfall hat, über ein Jahr in Rehabilitation verbleibt, anschliessend die Stelle verliert und als beitragsbefreite Person 90 Taggelder der Arbeitslosenversicherung erhält, kann sich keinen Anspruch auf eine Überbrückungsleistung erwerben. Dies widerspricht aus unserer Sicht dem Willen des Gesetzgebers, den Schutz von älteren Ausgesteuerten zu verbessern. Um dies zu verhindern, sollte bei einer Aussteuerung ab 55 Jahren (mindestens aber ab 58 Jahren) bei der Anspruchsabklärung nicht die effektive Anzahl an bezogenen Taggeldern berücksichtigt werden, sondern in jedem Fall von 520 Taggeldern ausgegangen werden. Sollte damit die Anspruchsvoraussetzung erfüllt sein, hätte diese Person mit dem Vollenden des 60. Altersjahres Anspruch auf Überbrückungsleistungen, sofern die restliche Anspruchsbeziehung für eine Überbrückungsleistung effektiv erfüllt ist.

Bemerkungen zu Bestimmungen der Verordnung

Vermögensschwelle:

Art. 4 ÜLV:

Vorsorgeguthaben aus der beruflichen Vorsorge werden bei der Ermittlung des Reinvermögens für die Vermögensschwelle berücksichtigt, soweit sie das 26-fache des allgemeinen Lebensbedarfes übersteigen. Dies entspricht rund 500'000 CHF und einem Jahreseinkommen von 120'000 CHF. Dies unter der Annahme der Altersgutschriften aus dem BVG-Obligatorium und einem Umwandlungssatz von 5%.

Dieser Betrag ist unseres Erachtens zu tief angesetzt, dies insbesondere aus drei Gründen:

1. Gemäss den Erläuterungen können Personen mit einem Recht auf Überbrückungsleistungen so mit einem jährlichen Renteneinkommen von 47'000 CHF (BVG und AHV) – rund 3'900 CHF pro Monat – rechnen. Die Kosten für Betreuung und Pflege steigen mit dem Alter stark an und können mit einem solchen Renteneinkommen nicht ausreichend gedeckt werden.
2. Die Berechnung des jährlichen Renteneinkommens fokussiert doppelt auf die Männer. Erstens stützt sich der Verbrauch des Vorsorgeguthabens auf die Lebenserwartung der Männer und zweitens wird beim Anteil aus der AHV auf der durchschnittlichen AHV-

Rente der Männer abgestellt. Die längere Lebenserwartung¹ der Frauen (87.7 Jahre ggü. 85 Jahren bei Männern) und die tiefere durchschnittliche AHV-Rente (1'711 CHF ggü. 1'893 CHF bei Männern) verschlechtert diese Berechnung zu Ungunsten der Frauen.

3. Es ist zu erwarten, dass die Umwandlungssätze in der beruflichen Vorsorge weiter sinken werden. Dadurch werden die effektiven Renten beim gleichen Alterskapital weiter sinken. Auch dies spricht dafür, dass die Schwelle bei der Berücksichtigung des Alterskapitals aus der beruflichen Vorsorge höher angesetzt wird.

Antrag der EKF: Es soll ein höherer Betrag – beispielsweise das 30-fache des allgemeinen Lebensbedarfs – berücksichtigt werden, nicht zuletzt um die Lebenssituation der Frauen besser abzubilden.

Integrationsnachweis

Art. 5 ÜLV:

Bezüger einer Überbrückungsleistung müssen jährlich nachweisen, dass sie sich um eine Integration in den Arbeitsmarkt bemühen. Gemäss dem ÜLG und den Erläuterungen zur Verordnung sind aber keine Sanktionsmöglichkeiten bei fehlendem Nachweis von Integrationsbemühungen vorgesehen. Unter Berücksichtigung, dass es sich bei Bezügerinnen und Bezüger von Überbrückungsleistungen um Personen handelt, welche bereits in den vergangenen Jahren (erfolglos) um die Integration in den Arbeitsmarkt bemüht waren (trotz durch die RAV vermittelte/verordnete AMM) und folglich ausgesteuert wurden, kann auf einen solchen Integrationsnachweis verzichtet werden. Dies ist gemäss „kann“-Formulierung im Gesetz auch juristisch möglich. Eine der Hauptintentionen zur Einführung der ÜL war, die betroffenen Personen vor dem Gang auf den Sozialdienst und dessen Kontrollregime zu bewahren. Dies sollte nicht durch ein ÜL-Kontrollregime konterkariert werden.

Antrag der EKF: Auf die Einführung eines Integrationsnachweises soll verzichtet werden. Soll ein solcher dennoch eingeführt werden, ist darauf zu achten, den Bereich der Integration möglichst weit zu fassen und so nicht nur die berufliche, sondern ebenfalls die gesellschaftliche Integration gelten zu lassen. Gerade Frauen käme die Anerkennung von Freiwilligenarbeit oder der Pflege und Betreuung von Angehörigen oder Bekannten als Integrationsnachweis entgegen. Um den bürokratischen Aufwand für alle Beteiligten so gering wie möglich zu halten, würden wir es begrüßen, wenn es dazu ein einfaches Formular des Bundesamts für Sozialversicherungen geben würde. Das Ausfüllen dieses Formulars sollte als Nachweis ausreichen.

Anerkannte Ausgaben

Art. 14, Abs. 1 (ÜLV):

Die Einteilung der Gemeindetypen bildet aus unserer Sicht die effektiven Mietpreise in den Regionen zu wenig gut ab. Eine stärkere Orientierung an den Mietpreisen wäre bei der Wahl

¹ Gemäss Bundesamt für Statistik für Personen im Alter von 65 Jahren (2019).

der Gemeindeeinteilung wichtig. Aus unserer Sicht sollte dafür Region 1 erweitert werden, wodurch weitere Regionen mit hohen Mieten berücksichtigt würden.

Das Gesetz schreibt nur vor, dass sich der Bundesrat bei der Einteilung der Gemeinden auf „die Raumeinteilung des Bundesamts für Statistik“ stützen muss. Die Konzentration auf die Region 111 in der Gemeindetypologie 2012 (25 Typen) ist somit keinesfalls zwingend. Insbesondere in den Regionen Region Zürichsee, Lac Léman und Zugersee konzentrieren sich die hohen Mieten nicht alleine auf die städtischen Zentren. Gleiches gilt für touristische Regionen.

Werden die hohen Mietkosten unzureichend berücksichtigt, droht ein erzwungener Wohnortwechsel. Gerade Frauen, die aufgrund einer Trennung oder Scheidung auf Überbrückungsleistungen angewiesen sind, könnten von dieser Problematik betroffen sein. Es sollte verhindert werden, dass auf die berufliche Desintegration auch eine soziale Desintegration folgt.

Antrag der EKF: Es sollen mehr Gemeindetypen der Gemeindetypologie 2012 der Region 1 zugerechnet werden, damit Regionen mit hohen Mieten angemessen berücksichtigt werden.

Berücksichtigung des Vermögens:

Art. 21 (ÜLV):

Vorsorgeguthaben aus der beruflichen Vorsorge sind bei der Ermittlung des Reinvermögens zu berücksichtigen, soweit sie den Betrag nach Artikel 4 übersteigen. Wir würden es begrüßen, wenn in der Verordnung Vorsorgeguthaben in Freizügigkeitseinrichtungen, der Säule 3a und bei Lebensversicherungen explizit ebenfalls aufgeführt würden, damit eine Ungleichbehandlung der verschiedenen Formen des Alterssparens ausgeschlossen werden kann.

Antrag der EKF: Ergänzung von Art. 21, Abs. 4 wie folgt: ⁴ *Vorsorgeguthaben aus der beruflichen Vorsorge aus Freizügigkeitseinrichtungen, Säule 3a und Lebensversicherungen sind bei der Ermittlung des Reinvermögens zu berücksichtigen, soweit sie den Betrag nach Artikel 4 übersteigen.*

Krankheits- und Behinderungskosten:

Art. 32, Abs. 1 (ÜLV):

Die Verordnung sieht vor, dass Kosten für die Zahnbehandlung vergütet werden, wenn diese „einfach, wirtschaftlich und zweckmässig“ sind. Wir regen an, das Wort „einfach“ zu streichen. Es ist kein geeignetes Kriterium, da das Ziel eine angemessene gesundheitliche Leistung zu einem angemessenen Preis sein sollte. Im KVG wird beispielsweise der Begriff „wirksam“ verwendet, was uns ebenfalls als besser erscheint.

Antrag der EKF: Verzicht auf den Ausdruck „einfach“, allenfalls ersetzen mit „wirksam“.



Evangelische Frauen Schweiz (EFS)
Femmes Protestantes en Suisse (FPS)

Eidgenössisches Departement des Innern
Effingerstrasse 20
CH-3003 Bern

Sekretariat.ABEL@bsv.admin.ch

Bern, 10. Februar 2021

Vernehmlassung zur Verordnung über Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose

Stellungnahme der Evangelischen Frauen Schweiz EFS

Die Evangelischen Frauen Schweiz (EFS) danken für die Einladung zur Stellungnahme zur Verordnung über die Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose. Die EFS nehmen dazu wie folgt Stellung:¹

1. Grundsätzliches

Die EFS haben die Einführung einer vom Bund finanzierten Überbrückungsleistung für ältere Ausgesteuerte begrüsst. Die Überbrückungsleistung ist sozialpolitisch sinnvoll, um die grosse Fallhöhe bei einer Aussteuerung wenige Jahre vor dem ordentlichen Pensionsalter abzufedern. Einerseits sind die letzten Jahre vor der Pensionierung besonders wichtig für den Aufbau der Rente in der zweiten Säule. Andererseits bleibt nach einer Aussteuerung nur der Vermögensverzehr und anschliessende Gang auf die Sozialhilfe. Eine 40-jährige Erwerbsbiografie kann so ohne die vorgeschlagenen Massnahmen in einem starken sozialen und wirtschaftlichen Abstieg enden.

Für die EFS ist die Vermeidung der Aussteuerung und der Erhalt der Arbeitsmarktfähigkeit der älteren Arbeitnehmenden zentral. Dafür braucht es eine durchdachte Weiterbildungspolitik, in der die einzelnen Personen, die Wirtschaft und die öffentliche Hand gut zusammenarbeiten. Dies bedingt regelmässige Standortbestimmungen ab der Mitte des Erwerbslebens, eine ausgebaute

¹ Die Stellungnahme orientiert sich an der Stellungnahme der Eidgenössischen Kommission für Frauenfragen.

Berufsbildung und Nachholbildung für Erwachsene und breitere Unterstützung der Weiterbildungsbemühungen gerade von älteren Arbeitnehmenden.

Frauen kommen als Mütter und/oder Teilzeitangestellte generell weniger in den Genuss von Weiterbildungen. Verschlechtert sich die konjunkturelle Lage, sind sie die ersten, die ihre Anstellung verlieren und dann wegen mangelnder Weiterbildung auf dem Arbeitsmarkt nicht mehr Fuss fassen können. Aus Gleichstellungsperspektive wäre neben der Überbrückungsleistung deshalb auch ein Weiterbildungsobligatorium zu prüfen, welches der Aussteuerung älterer Personen präventiv entgegenwirkt.

Ein zentrales Anliegen für die EFS bei der Umsetzung der Überbrückungsleistung im Gesetz, war die diskriminierungsfreie Ausgestaltung der Mindestdauer zur Erfüllung der Anspruchsvoraussetzung für Frauen mit Familien- oder Betreuungspflichten. Dies ist über die Berücksichtigung von entsprechenden Erziehungs- und Betreuungsgutschriften gemäss AHVG in Art. 5, Abs. 1, lit. a ÜLG (Bundesgesetz über Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose) gegeben.

Im ÜLG ist vorgesehen, dass der Bundesrat den Anspruch von Personen regelt, welche in der Arbeitslosenversicherung beitragsbefreit sind. In der Verordnung wurde dazu – obwohl im Gesetz festgehalten – allerdings keine Regelung getroffen. Beitragsbefreit ist, wer aufgrund einer Aus- oder Weiterbildung, wegen Krankheit, Unfall oder Haft keine Beiträge an die Arbeitslosenversicherung bezahlen konnten. Eine Person, welche beispielsweise mit 57 Jahren einen schweren Unfall hat, über ein Jahr in Rehabilitation verbleibt, anschliessend die Stelle verliert und als beitragsbefreite Person 90 Taggelder der Arbeitslosenversicherung erhält, kann sich keinen Anspruch auf eine Überbrückungsleistung erwerben. Dies widerspricht aus unserer Sicht dem Willen des Gesetzgebers, den Schutz von älteren Ausgesteuerten zu verbessern. Um dies zu verhindern, sollte bei einer Aussteuerung ab 55 Jahren (mindestens aber ab 58 Jahren) bei der Anspruchsabklärung nicht die effektive Anzahl an bezogenen Taggeldern berücksichtigt werden, sondern in jedem Fall von 520 Taggeldern ausgegangen werden. Sollte damit die Anspruchsvoraussetzung erfüllt sein, hätte diese Person mit dem Vollenden des 60. Altersjahres Anspruch auf Überbrückungsleistungen, sofern die restliche Anspruchsberechtigung für eine Überbrückungsleistung effektiv erfüllt ist.

2. Zu den Bestimmungen der Verordnung

2.1 Vermögensschwelle (Art. 4 ÜLV)

Vorsorgeguthaben aus der beruflichen Vorsorge werden bei der Ermittlung des Reinvermögens für die Vermögensschwelle berücksichtigt, soweit sie das 26-fache des allgemeinen Lebensbedarfes übersteigen. Dies entspricht rund 500'000 CHF und einem Jahreseinkommen von 120'000 CHF. Dies unter der Annahme der Altersgutschriften aus dem BVG-Obligatorium und einem Umwandlungssatz von 5%.

Dieser Betrag ist unseres Erachtens zu tief angesetzt, dies insbesondere aus drei Gründen:

1. Gemäss den Erläuterungen können Personen mit einem Recht auf Überbrückungsleistungen so mit einem jährlichen Renteneinkommen von 47'000 CHF (BVG und AHV) – rund 3'900 CHF pro Monat – rechnen. Die Kosten für Betreuung und Pflege steigen mit dem Alter stark an und können mit einem solchen Renteneinkommen nicht ausreichend gedeckt werden.
2. Die Berechnung des jährlichen Renteneinkommens fokussiert doppelt auf die Männer. Erstens stützt sich der Verbrauch des Vorsorgeguthabens auf die Lebenserwartung der Männer und zweitens wird beim Anteil aus der AHV auf der durchschnittlichen AHV-Rente der Männer abgestellt. Die längere Lebenserwartung der Frauen (87.7 Jahre gegenüber 85 Jahren bei Männern) und die tiefere durchschnittliche AHV-Rente (1'711 CHF ggü. 1'893 CHF bei Männern) verschlechtert diese Berechnung zuungunsten der Frauen.
3. Es ist zu erwarten, dass die Umwandlungssätze in der beruflichen Vorsorge weiter sinken werden. Dadurch werden die effektiven Renten beim gleichen Alterskapital weiter sinken. Auch dies spricht dafür, dass die Schwelle bei der Berücksichtigung des Alterskapitals aus der beruflichen Vorsorge höher angesetzt wird.

Antrag der EFS: Es soll ein höherer Betrag – beispielsweise das 30-fache des allgemeinen Lebensbedarfs – für die Vermögensschwelle berücksichtigt werden, nicht zuletzt um die Lebenssituation von Frauen besser abzubilden.

2.2 Integrationsnachweis (Art. 5 ÜLV)

Wer eine Überbrückungsleistung bezieht, muss jährlich nachweisen, dass sie oder er sich um eine Integration in den Arbeitsmarkt bemüht. Gemäss dem ÜLG und den Erläuterungen zur Verordnung sind aber keine Sanktionsmöglichkeiten bei fehlendem Nachweis von Integrationsbemühungen vorgesehen. Da es sich bei Bezügerinnen und Bezüger von Überbrückungsleistungen um Personen handelt, welche bereits in den vergangenen Jahren (erfolglos) um die Integration in den Arbeitsmarkt bemüht waren und folglich ausgesteuert wurden, kann auf einen solchen Integrationsnachweis verzichtet werden. Dies ist gemäss „kann“-Formulierung im Gesetz auch juristisch möglich. Eine der wichtigsten Absichten zur Einführung der ÜL war, die betroffenen Personen vor dem Gang auf den Sozialdienst und dessen Kontrollregime zu bewahren. Dies sollte nicht durch ein ÜL-Kontrollregime konterkariert werden.

Antrag der EFS: Auf die Einführung eines Integrationsnachweises soll verzichtet werden. Soll ein solcher dennoch eingeführt werden, ist darauf zu achten, den Bereich der Integration möglichst weit zu fassen und so nicht nur die berufliche, sondern ebenfalls die gesellschaftliche Integration gelten zu lassen. Gerade Frauen käme die Anerkennung von Freiwilligenarbeit oder der Pflege und Betreuung von Angehörigen oder Bekannten als Integrationsnachweis entgegen. Um den bürokratischen Aufwand für alle Beteiligten so gering wie möglich zu halten, würden es die EFS begrüssen, wenn es dazu ein einfaches Formular des Bundesamts für Sozialversicherungen geben würde. Das Ausfüllen dieses Formulars sollte als Nachweis ausreichen.

2.3 Anerkannte Ausgaben (Art. 14, Abs.1 ÜLV)

Die Einteilung der Gemeindetypen bildet aus Sicht der EFS die effektiven Mietpreise in den Regionen zu wenig gut ab. Eine stärkere Orientierung an den Mietpreisen wäre bei der Wahl der Gemeindegliederung wichtig. Aus unserer Sicht sollte dafür Region 1 erweitert werden, wodurch weitere Regionen mit hohen Mieten berücksichtigt würden.

Das Gesetz schreibt nur vor, dass sich der Bundesrat bei der Einteilung der Gemeinden auf „die Raumeinteilung des Bundesamts für Statistik“ stützen muss. Die Konzentration auf die Region 111 in der Gemeindetypologie 2012 (25 Typen) ist somit keinesfalls zwingend. Insbesondere in den Regionen Zürichsee, Lac Léman und Zugersee konzentrieren sich die hohen Mieten nicht alleine auf die städtischen Zentren. Gleiches gilt für touristische Regionen.

Werden die hohen Mietkosten unzureichend berücksichtigt, droht ein erzwungener Wohnortwechsel. Gerade Frauen, die aufgrund einer Trennung oder Scheidung auf Überbrückungsleistungen angewiesen sind, könnten von dieser Problematik betroffen sein. Es sollte verhindert werden, dass auf die berufliche Desintegration auch eine soziale Desintegration folgt.

Antrag der EFS: Es sollen mehr Gemeindetypen der Gemeindetypologie 2012 der Region 1 zugerechnet werden, damit Regionen mit hohen Mieten angemessen berücksichtigt werden.

2.4 Berücksichtigung des Vermögens (Art. 21 ÜLV)

Vorsorgeguthaben aus der beruflichen Vorsorge sind bei der Ermittlung des Reinvermögens zu berücksichtigen, soweit sie den Betrag nach Artikel 4 übersteigen. Die EFS würden es begrüßen, wenn in der Verordnung Vorsorgeguthaben in Freizügigkeitseinrichtungen, der Säule 3a und bei Lebensversicherungen explizit ebenfalls aufgeführt würden, damit eine Ungleichbehandlung der verschiedenen Formen des Alterssparens ausgeschlossen werden kann.

Antrag der EFS: Ergänzung von Art. 21, Abs. 4 wie folgt:

⁴ *Vorsorgeguthaben ~~aus~~ der beruflichen Vorsorge aus Freizügigkeitseinrichtungen, Säule 3a und Lebensversicherungen sind bei der Ermittlung des Reinvermögens zu berücksichtigen, soweit sie den Betrag nach Artikel 4 übersteigen.*

2.5 Krankheits- und Behinderungskosten (Art 32, Abs. 1 ÜLV)

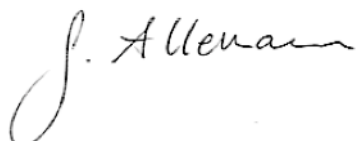
Die Verordnung sieht vor, dass Kosten für die Zahnbehandlung vergütet werden, wenn diese „einfach, wirtschaftlich und zweckmässig“ sind. Wir regen an, das Wort „einfach“ zu streichen. Es ist kein geeignetes Kriterium, da das Ziel eine angemessene gesundheitliche Leistung zu einem angemessenen Preis sein sollte. Im KVG wird beispielsweise der Begriff „wirksam“ verwendet, was uns besser erscheint.

Antrag der EFS: Verzicht auf den Ausdruck „einfach“, allenfalls ersetzen mit „wirksam“.

Die EFS bedanken sich für die Entgegennahme ihrer Stellungnahme und hoffen, dass die aufgeworfenen Punkte Berücksichtigung finden.

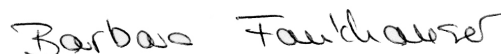
Mit freundlichen Grüßen

Evangelische Frauen Schweiz EFS



Gabriela Allemann

Präsidentin



Barbara Fankhauser

Vize-Präsidentin

Über die Evangelischen Frauen Schweiz (EFS)

Die Evangelischen Frauen Schweiz (EFS) vertreten als Dachverband von protestantischen und ökumenischen Frauenverbänden und Einzelmitgliedern die Interessen von rund 37'000 Frauen. Sie setzen sich in kirchlichen, politischen und gesellschaftlichen Strukturen für gerechte Verhältnisse und gewaltfreie Lösungen von Konflikten ein. Sie orientieren sich an den befreienden Grundlagen des Evangeliums und stehen in Auseinandersetzung mit feministischen Theologien.

Die EFS engagieren sich für Frauen in allen Lebensbereichen und besonders für jene in schwierigen Verhältnissen. Sie treten in kirchlichen und weltlichen Organisationen für die Besserstellung der Frauen ein. Zu eidgenössischen Gesetzes- und Abstimmungsvorlagen und zu aktuellen Fragen nehmen die EFS aus Sicht evangelischer Frauen Stellung. Mit Publikationen und Weiterbildungsangeboten ermutigen sie Frauen, in Kirche und Gesellschaft aktiv mitzuwirken.



Sekretariat.ABEL@bsv.admin.ch

Monsieur Alain Berset,
Conseiller fédéral

Mesdames Katharina Schubarth et
Ursula Haenny

OFAS
Secteur Prestations AVS/APG/PC

Genève, le 11 février 2021
3248/RR- FER N° 02-2021

Ordonnance sur les prestations transitoires pour les chômeurs âgés

Monsieur le Conseiller fédéral,
Mesdames,

Le Parlement fédéral acceptait en juin 2020 d'introduire de nouvelles prestations, transitoires, pour les chômeurs âgés. Il s'agit par ce nouvel outil d'éviter que des personnes qui ont été durablement intégrées sur le marché suisse du travail ne se retrouvent à l'aide sociale, après avoir perdu leur emploi à quelques mois de la retraite. Notre Fédération (FER) s'est prononcée en faveur de cette loi, comme nombre de ses membres, appelés à donner leur avis sur cette question. Elle avait notamment souligné qu'elle devait rester subsidiaire et complémentaire d'autres mesures, favorisant le maintien ou le retour en emploi des seniors. Par ailleurs, elle souhaitait qu'un bilan soit rapidement tiré des premières expériences et que la loi puisse le cas échéant être adaptée. A ce titre, elle avait proposé que la loi puisse être expérimentale, ce qui n'a malheureusement pas été retenu.

Il s'agit aujourd'hui de se prononcer sur l'ordonnance d'application de cette loi, qui devrait entrer en vigueur au premier juillet de cette année. Si la FER relève que le projet respecte, dans une large mesure, l'esprit de la loi votée par le Parlement, elle entend apporter quelques commentaires.

D'une manière générale, cette nouvelle législation relève d'une construction un brin hybride, entre les prestations de la LACI et celles de la LAVS. On comprend que la Confédération délègue aux cantons le versement des prestations, sans que ces derniers n'aient de compétences particulières, ni qu'il soit précisé par quel canal ces prestations doivent être versées. Il nous semble que ces questions méritent d'être éclaircies, dans la mesure où la loi est supposée entrer en vigueur au 1^{er} juillet de cette année.

Concernant **l'article 5 relatif aux efforts d'intégration**, il a été fait référence à une disposition ajoutée à la loi durant les travaux parlementaires, laquelle indique que «le

Conseil fédéral peut prévoir que les bénéficiaires de prestations transitoires doivent démontrer qu'ils poursuivent leurs efforts d'intégration du marché du travail». On relèvera que l'ordonnance est plus restrictive, dans la mesure où elle prévoit explicitement des efforts de la part du bénéficiaire pour s'intégrer sur le marché du travail. Comme relevé ci-dessus, la FER est évidemment sensible au maintien des travailleurs sur le marché du travail, qu'elle estime prioritaire à toutes autres mesures. Elle ne voit donc pas de problème à ce que des efforts pour réinsérer les bénéficiaires sur le marché du travail soit fait.

Néanmoins, la formulation pose plusieurs questions. Le commentaire indique en effet que du bénévolat, des soins à des proches ou encore la participation à un cours de langue seraient considérés comme des preuves d'efforts d'intégration. Cette description nous semble inutilement infantilissante à l'égard de personnes qui ont une vie de travail à leur actif et qui sont sortis du marché de l'emploi à quelques années de la retraite. Notre Fédération soutient l'accès des bénéficiaires aux mesures du marché du travail et souhaite une proposition plus ambitieuse, avec un réel engagement des ORP à l'égard de cette population spécifique, pour leur proposer de vraies perspectives de retrouver le marché de l'emploi. Par ailleurs, il convient de préciser la façon dont les personnes qui auraient pu retrouver un emploi sont indemnisées, si cet emploi devait être de durée limitée et ne leur permettrait ni d'ouvrir de nouveaux droits au chômage, ni d'arriver à la retraite. Il importe que les efforts déployés pour retrouver, même momentanément, le marché du travail ne soient pas dévalorisés par une situation ultérieure péjorée.

Notre Fédération s'interroge également sur la **prise en compte du forfait pour l'assurance obligatoire des soins (article 13), dans le calcul de la prestation transitoire versée dans un pays étranger**, à un bénéficiaire qui est couvert par un système différent de la LAMal.

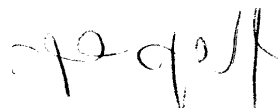
L'article 38 alinéa 3 relatif à l'exercice des droits par une personne à l'étranger nous interroge. L'article **Art. 5, alinéa 1 LPtra** indique qu'«ont droit aux prestations transitoires les personnes ayant leur domicile et leur résidence habituelle en Suisse (art. 13 LPGa)». Or, cet article 38, alinéa 3 fait quant à lui référence à une personne, faisant valoir son droit aux prestations, qui serait domiciliée à l'étranger. Il nous semble que la formulation de l'ordonnance est en contradiction avec la loi.

Pour ce qui est de l'**avance semestrielle (article 54, alinéa 2) versée par l'OFAS** pour l'année en cours, nous peinons à comprendre comment la première avance sera calculée, si première avance il y aura, et pourquoi cette avance est limitée à 80%.

Nous vous remercions par avance de l'intérêt porté à ces quelques considérations, et vous prions de recevoir, Monsieur le Conseiller fédéral, Mesdames, nos plus respectueux messages.



Blaise Matthey
Secrétaire général



Stéphanie Ruegsegger
Directrice Dpt Politique générale
FER Genève

La Fédération des Entreprises Romandes en bref

Fondée le 30 juillet 1947 à Morat, son siège est à Genève. Elle réunit six associations patronales interprofessionnelles cantonales (GE, FR, NE, JU, VS), représentant la quasi-totalité des cantons romands. La FER comprend plus de 45'000 membres.

Inclusion Handicap
Mühlemattstrasse 14a
3007 Bern

info@inclusion-handicap.ch
www.inclusion-handicap.ch

INCLUSION.
HANDICAP

Dachverband der
Behindertenorganisationen Schweiz

Association faîtière des organisations
suisse de personnes handicapées

Mantello svizzero delle organizzazioni
di persone con disabilità

VERORDNUNG ÜBER ÜBERBRÜCKUNGSLEISTUNGEN FÜR ÄLTERE ARBEITSLOSE

Stellungnahme Inclusion Handicap



05.02.2021



A Allgemeine Bemerkungen

Der Vorschlag des Bundesrats zur Verordnung über Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose (ÜLV) orientiert sich zu grossen Teilen eng am System der Ergänzungsleistungen und insbesondere an der Verordnung über die Ergänzungsleistungen (ELV). Auch wenn sich Inclusion Handicap nicht in allen Punkten mit der EL-Reform und den Durchführungsbestimmungen in der ELV einverstanden erklären konnte, sind wir der Ansicht, dass eine Anlehnung der Überbrückungsleistungen (ÜL) an jene der Ergänzungsleistungen aus Sicht des Vollzuges nachvollziehbar ist.

In den Erläuterungen stellt der Bundesrat ein Inkrafttreten des ÜLG sowie der ÜLV per 1. Juli 2021 in Aussicht. Inclusion Handicap fordert, den Verordnungsprozess und den Inkrafttretensprozess zu beschleunigen und das ÜLG bereits per 1. April 2021 in Kraft zu setzen. Insbesondere ältere Menschen mit Behinderungen sind zunehmend von Arbeitslosigkeit betroffen und die Zahl ihrer Aussteuerungen steigt rapide an. Angesichts der engen Verknüpfung mit den seit 1. Januar 2021 geltenden Regeln bei den Ergänzungsleistungen stellt ein Inkrafttreten per 1. April 2021 für die Ausgleichskassen als Durchführungsbehörden einen zumutbaren Aufwand dar. Auch die von Inclusion Handicap begrüßte Ergänzung des ÜLG im Rahmen des Covid-19-Gesetzes, wonach Personen, die im 1. Halbjahr 2021 ausgesteuert werden und alle anderen Anspruchsvoraussetzungen erfüllen, gestützt auf Art. 30 Abs. 1^{bis} ÜLG mit Inkrafttreten des ÜLG einen Antrag auf ÜL stellen können, ändert an der Dringlichkeit des Inkrafttretens nichts. Denn sie bietet nur jenen Betroffenen eine Auffanglösung, die sich bis zum Inkrafttreten des ÜLG und der Möglichkeit eines Leistungsgesuches finanziell über Wasser halten können, ohne ihre Altersguthaben aufzulösen.

→ **Inclusion Handicap fordert ein Inkrafttreten per 1. April 2021.**

B Materielle Bemerkungen

1. Art. 4 ÜLV – Vermögensschwelle: Berücksichtigung von Vorsorgeguthaben aus der beruflichen Vorsorge für die Ermittlung des Reinvermögens

In Art. 4 ÜLV schlägt der Bundesrat vor, dass Vorsorgeguthaben aus der beruflichen Vorsorge bei der Ermittlung des Reinvermögens für die Vermögensschwelle nur dann berücksichtigt werden, wenn sie das 26-fache des allgemeinen Lebensbedarfs übersteigen. Dieser Betrag von derzeit rund 500'000 Franken ist unseres Erachtens klar zu tief angesetzt. Denn so besteht die Gefahr, dass Personen, die die weiteren, sehr strengen Anspruchsvoraussetzungen für die Ausrichtung von ÜL erfüllen, aufgrund ihres Altersguthabens in der zweiten Säule von den ÜL ausgeschlossen werden. Mit der Bestimmung von Art. 5 Abs. 2 Bst. c ÜLG wollte das Parlament aber nur Personen mit sehr hohen Vorsorgeguthaben von den ÜL ausschliessen. Mit dem vom Bundesrat vorgeschlagenen 26-fachen Betrag des allgemeinen Lebensbedarfs werden nun aber weit mehr Personen vom Anspruch auf ÜL ausgeschlossen, als der Gesetzgeber beabsichtigt hat.

Hinzu kommt, dass die Umwandlungssätze in der überobligatorischen beruflichen Vorsorge in Zukunft wohl weiter sinken werden, und dass dadurch die effektiven



Renten auch bei gleichbleibendem Alterskapital ebenfalls sinken. Auch dies spricht dafür, dass die Vermögensschwelle gemäss Art. 4 ÜLV höher angesetzt werden muss.

→ **Inclusion Handicap fordert eine substantielle Erhöhung der Vermögensschwelle in Art. 4 ÜLV.**

2. Art. 5 ÜLV – Integrationsbemühungen

Gemäss Art. 5 Abs. 5 ÜLG kann der Bundesrat vorsehen, dass ÜL-Beziehende die Fortsetzung ihrer Bemühungen um Integration in den Arbeitsmarkt nachweisen müssen. Ausgesteuerte Personen haben bereits eine lange erfolglose Arbeitssuche hinter sich. Dies war auch der Grund dafür, dass das ÜLG beim Ausbleiben von Integrationsnachweisen keine Sanktionen und auch keine Anrechnung eines hypothetischen Einkommens vorsieht. Wir sind daher der Ansicht, dass auf jährliche Integrationsnachweise, wie sie der Bundesrat in Ausübung der Kann-Vorschrift in Art. 5 ÜLV vorsieht, zu verzichten ist. Sollte trotz allem ein Nachweis von Integrationsbemühungen verlangt werden, ist Art. 5 ÜLV dahingehend zu ergänzen, dass – wie in den Erläuterungen festgehalten – neben dem Arbeitsmarkt auch die Freiwilligenarbeit, die Teilnahme an einem Sprachkurs, ein Coaching sowie die Pflege und Betreuung von Angehörigen oder Bekannten als Integrationsmassnahmen anerkannt werden.

→ **Inclusion Handicap fordert einen Verzicht auf den Nachweis von Integrationsbemühungen.**

→ **Sollte am Nachweis von Integrationsbemühungen festgehalten werden, fordert Inclusion Handicap, dass in Art. 5 ÜLV auch die Freiwilligenarbeit, die Teilnahme an einem Sprachkurs, ein Coaching sowie die Pflege und Betreuung von Angehörigen oder Bekannten als Integrationsmassnahmen aufgeführt werden.**

3. Art. 21 Abs. 4 ÜLV – Ermittlung des Reinvermögens

In Art. 21 Abs. 4 ÜLV schlägt der Bundesrat vor, Vorsorgeguthaben aus der beruflichen Vorsorge bei der Ermittlung des Reinvermögens zu berücksichtigen, soweit sie den Betrag nach Art. 4 ÜLV übersteigen. In den Erläuterungen hingegen, führt der Bundesrat aus, dass das Alterskapital der beruflichen Vorsorge bei der Berechnung der ÜL – anders als bei der Ermittlung der Vermögensschwelle und der Entstehung des Anspruchs auf ÜL – nicht zum Vermögen hinzugerechnet werden darf. Er begründet dies damit: «Zweck der ÜL ist der Schutz der Altersvorsorge. Haben Personen Anspruch auf ÜL, soll die Höhe der Altersvorsorge bis zum Anspruch auf die ordentlichen Altersleistungen nicht geschmälert werden.» Art. 21 Abs. 4 ÜLV widerspricht nun aber sowohl den Erläuterungen als auch dem Willen des Gesetzgebers in Art. 10 ÜLG voll und ganz. Auf Art. 21 Abs. 4 ÜLV ist daher zu verzichten.

→ **Inclusion Handicap fordert, Art. 21 Abs. 4 ÜLV ersatzlos zu streichen.**

4. Art. 32 Abs. 3 und 4 ÜLV – Vergütung von Zahnbehandlungskosten

In Art. 32 Abs. 3 ÜLV schlägt der Bundesrat ein zweistufiges Vorgehen bei der Vergütung von Zahnbehandlungskosten vor. So soll für Zahnbehandlungskosten von



voraussichtlich über 3'000 Franken vorgängig ein Kostenvoranschlag eingereicht und ein Kostenübernahmegesuch gestellt werden. Da der Betrag der zu vergütenden Krankheits- und Behinderungskosten für Alleinstehende gemäss Art. 17 Abs. 2 ÜLG ohnehin auf 5'000 Franken pro Jahr begrenzt ist, erachten wir den administrativen Aufwand diesbezüglich als unverhältnismässig. Auf Art. 32 Abs. 3 und Abs. 4 ÜLV ist daher zu verzichten.

→ **Inclusion Handicap fordert, Art. 32 Abs. 3 und Abs. 4 ÜLV ersatzlos zu streichen.**

5. Art. 35 Abs. 3 ÜLV – Hilfsmittel

Dass ÜL-Beziehenden auch jene Hilfsmittel vergütet werden sollen, die von der Invalidenversicherung nur bei Ausübung einer Erwerbstätigkeit zugesprochen werden, begrüssen wir. Dies insbesondere auch deshalb, weil von ihnen weiterhin Integrationsbemühungen erwartet werden. Besteht gegenüber der Invalidenversicherung aber Anspruch auf Abgabe eines Hilfsmittels, werden neben den Reparatur-, Anpassungs- und Erneuerungskosten auch die Betriebs- und Unterhaltskosten vergütet. Es ist daher nicht nachvollziehbar, weshalb laut den Erläuterungen zu Art. 35 Abs. 3 ÜLV eine Übernahme von Betriebs- und Unterhaltskosten ausgeschlossen sein soll. Dies ist auch deshalb nicht nachvollziehbar, weil bei der Vergütung von Hilfsmitteln selbst gemäss den kantonalen Ergänzungsleistungsgesetzen jeweils Betriebs- und Unterhaltskosten übernommen werden.

→ **Inclusion Handicap fordert, dass bei der Vergütung von Hilfsmitteln gemäss Art. 35 Abs. 3 ÜLV auch Betriebs- und Unterhaltskosten berücksichtigt werden.**

C Zusätzliches Anliegen zu Art. 5 Abs. 4 ÜLG

In Art. 5 Abs. 4 ÜLG hat der Gesetzgeber festgehalten, der Bundesrat regle den Anspruch von Personen, die nach Art. 14 AVIG von der Erfüllung der Beitragszeit befreit sind. Eine entsprechende Regelung lässt sich in der vorgeschlagenen ÜLV nun aber nicht finden. Wir gehen davon aus, dass dies ein Versehen darstellt und fordern den Bundesrat auf, den Anspruch von Personen, die von der Erfüllung der Beitragszeit befreit sind, gemäss dem Gesetzesauftrag in Art. 5 Abs. 4 ÜLG zu regeln.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme und bitten Sie, unsere Anliegen zu berücksichtigen.

Freundliche Grüsse

Julien Neruda, Geschäftsleiter



Astrid Jakob
041 361 60 22
astrid.jakob@ivsk.ch

Eidgenössisches Departement
des Innern
Bundesrat Alain Berset
per E-Mail

**Vernehmlassungsverfahren:
Verordnung über Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose (ÜLV)**

Sehr geehrter Herr Bundesrat Berset
Sehr geehrte Damen und Herren

Am 28. Oktober 2020 haben Sie die Verbände, Parteien und interessierte Gruppierungen dazu eingeladen, zum Entwurf der ÜLV bis 11. Februar 2021 Stellung zu nehmen.
Die IV-Stellen-Konferenz nimmt nachfolgend Stellung. Sie beschränkt sich in der Stellungnahme im Wesentlichen auf Bestimmungen, soweit die Tätigkeiten der IV-Stellen betroffen sind.

I. Vorbemerkung

Das Bundesgesetz über Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose (ÜLG) wurde im Sommer 2020 verabschiedet. Ein Referendum kam nicht zu Stande. Der nun vorliegende Entwurf der ÜLV definiert die dem Verordnungsgeber vorbehaltenen Regelungen. Sie lehnen sich denjenigen der Ergänzungsleistungen (EL) an. Dies ist zwar grundsätzlich zu begrüßen, werden die ÜL doch meist durch die gleichen Stellen bearbeitet wie die EL. In einzelnen Punkten ist die Anlehnung an die EL allerdings nicht unproblematisch, zumal es sich bei den ÜL insbesondere um rein bundesrechtlich definierte Leistungen handelt. Im Zusammenspiel mit der Invalidenversicherung (IV) stellen sich so dann hinsichtlich der Eingliederungsmassnahmen Koordinationsfragen.

II. Stellungnahme

Widerspruch ÜL – IV

In der Koordination mit der IV wirft insbesondere das Thema der Eingliederung Fragen auf. Einerseits innerhalb der ÜL-Bestimmungen selbst: Während in der eÜLV zwar postuliert wird, die Bezügerinnen hätten jährlich nachzuweisen, dass sie sich um Integration in den Arbeitsmarkt bemühen, wird dies in den Erläuterungen praktisch bis zur Bedeutungslosigkeit abgeschwächt, weil keine Sanktionen möglich sein sollen. Eine entsprechende Mitwirkungspflicht kann also kaum eingefordert

werden. Art. 5 ÜLG formuliert die Anspruchsvoraussetzungen. Gemäss Absatz 5 kann der Bundesrat vorsehen, dass Bemühungen um Integration nachgewiesen werden müssen. Von dieser Anspruchsvoraussetzung macht der Bundesrat in der eÜLV Gebrauch (Art. 5). Bekanntlich macht eine Kontrolle ohne Sanktionsmöglichkeit keinen Sinn. Mit der Erläuterung, es bestünde keine Sanktionsmöglichkeit bei fehlendem Nachweis, wird damit vorgegeben, es sei müssig, den Nachweis der Integrationsbemühungen zu prüfen. Indem aber der Nachweis von Integrationsbemühungen als Anspruchsvoraussetzung verlangt wird, widerspricht dies – zumindest die Erläuterung – somit dem Gesetz. Es bestehen jedenfalls auch keine Hinweise darauf, dass mit dem Verweis auf die Bestimmungen des ATSG (Art. 1 ÜLG) die dortigen Sanktionsmöglichkeiten (Art. 21 Abs. 4 und Art. 43 Abs. 3 ATSG) nicht angewandt werden dürften.

Andererseits ist es demgegenüber Pflicht und Auftrag der Invalidenversicherung auch ohne Altersbegrenzung, im Invaliditätsfall Eingliederung zu betreiben, ja allenfalls mangelnde Mitwirkung zu sanktionieren. Von gesunden Personen über 60 sollen also aufgrund ihrer geringen Chancen auf dem Arbeitsmarkt keine ernsthaften Bemühungen um eine Arbeitsstelle mehr verlangt werden können, währenddessen gesundheitlich beeinträchtigten Menschen über 60 weiterhin insofern Chancen auf dem Arbeitsmarkt zugesprochen werden, als die Verletzung entsprechender Mitwirkung bei der Eingliederung streng sanktioniert werden sollen. Dies ist ein offensichtlicher Widerspruch in der Begründung der jeweiligen Regelung.

Hypothetisches Einkommen

Zumindest die Partnerin oder der Partner der leistungsbeziehenden Person müsste eine ausreichende Arbeitsbemühung nachweisen können (vgl. Art. 13 Abs. 1 ÜLG). Art. 5 eÜLV ist deshalb zu konkretisieren.

Fehlanreiz

Im Zusammenspiel mit der IV ist festzuhalten, dass davon ausgegangen werden kann, dass aufgrund dieser schwachen Integrationsbestimmung die versicherten Personen danach streben werden, Leistungen der ÜL zu erhalten, soweit dies überhaupt individuell steuerbar ist. Es wird ein falscher Anreiz gesetzt. Hinsichtlich der Mitwirkungspflicht bei Eingliederungsmassnahmen erweist sich die ÜL als attraktiver als die IV, zumindest wenn allenfalls nur eine kleine IV-Rente zu erwarten ist. Was geschieht, wenn sich eine versicherte Person der Pflicht zur Mitwirkung bei der Eingliederung entzieht und deshalb mit einer Leistungsverweigerung sanktioniert wird? Es kann wohl nicht gemeint sein, dass sich diese Person dann – unter Entlastung von Integrationsbemühungen – über die ÜL finanzieren lässt und sich damit der Sanktion entzieht.

Hierzu ist wiederum zu ergänzen, dass die Anspruchsvoraussetzungen für ÜL relativ hoch sind (Aussteuerung bei der ALV, 60 Jahre, 20 Jahre AHV-Beiträge). Viele Ansprecher der IV erfüllen diese Voraussetzungen nicht. Ihnen wird – trotz gesundheitlicher Probleme und insgesamt weniger bisheriger Integrationszeit auf dem Schweizerischen Arbeitsmarkt – die Eingliederung zugemutet. Sie haben aber im Gegensatz zu denjenigen, welche die Anspruchsvoraussetzungen erfüllen, keine Möglichkeit, auf die ÜL auszuweichen.

Teilarbeitsfähigkeit

Unbeantwortet bleibt die Frage, wie es sich mit teilarbeitsfähigen Versicherten verhält. Für den Invaliditätsteil ist die versicherte Person im Rahmen der Mitwirkungspflicht zur Kooperation bei der Eingliederung gefordert. Für den ÜL-Teil ist dies nicht gefordert. Diesbezüglich braucht sich eine Person nicht um Eingliederung zu bemühen. Dies schmälert die Erfolgchancen der Eingliederungsbemühungen der IV.

Beispiel: Eine versicherte Person erreicht einen Invaliditätsgrad von 35 %. Eine Rente bekommt die Person nicht, damit auch keine EL. Die versicherte Person ist verpflichtet, an Eingliederungsmassnahmen der IV mitzuwirken. Mit der Anmeldung zu Bezug von ÜL entzieht sich die versicherte Person der Pflicht zur Eingliederung. Das Verhältnis zwischen der IV und der ÜL ist für diesen und ähnliche Fälle in der Verordnung zu regeln.

Im Ergebnis besteht letztlich keine Klarheit darüber, inwieweit die Invalidenversicherung bei Personen über 60 Jahren überhaupt noch zu Durchführungen von Eingliederungsbemühungen verpflichtet sein kann.

III. Anträge

1. Das Verhältnis zwischen der Mitwirkungspflicht bei den Eingliederungsbemühungen der Invalidenversicherung und den Integrationsbemühungen gemäss Art. 5 ÜLV sei zu klären. Die jeweiligen Kompetenzen seien festzuhalten.
2. Der Ordnungsgeber habe sich klar darüber zu äussern, ob die Invalidenversicherung bei versicherten Personen über 60 Jahren noch Eingliederungsbemühungen durchführen soll.
3. Art. 5 ÜLV sei insofern zu überarbeiten, als festgelegt werden muss, dass fehlende oder unzulängliche Integrationsbemühungen sowohl der Bezügerinnen und der Bezüger als auch ihrer Ehepartnerinnen und Ehepartner zur Anrechnung eines hypothetischen Einkommens führen können.

IV. Zusammenfassung

Der Entwurf der ÜLV wäre die Chance gewesen, das Verhältnis zwischen IV und ÜL genauer zu koordinieren. Der Widerspruch, dass bezüglich der ÜL die Eingliederungschancen einer Person über 60 Jahre als gering eingestuft werden, umgekehrt aber gesundheitlich angeschlagenen Personen über 60 Jahren, die bei der IV angemeldet sind, im Rahmen der Schadenminderungs- und Mitwirkungspflicht durchaus Chancen auf dem Arbeitsmarkt zugesprochen werden, lässt sich nicht überbrücken und lässt einen Fehlanreiz zu Gunsten der ÜL vermuten. Gleichzeitig werden Fragen bezüglich der Behandlung von erwerbsfähigen Invaliden sowie der Handhabung der Mitwirkungspflicht in der IV aufgeworfen, welche nicht geregelt werden.

Freundliche Grüsse

IV-Stellen-Konferenz (IVSK)
Ressort Rahmenbedingungen



Florian Steinbacher
Präsident



Patrick Scheiwiler
Ressortleiter

Kopie Mitglieder IVSK



Bundesamt für Sozialversicherungen
Via Email an
Sekretariat.ABEL@bsv.admin.ch

Bern, 7. Februar 2021

Vernehmlassung zur Verordnung über Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 28. Oktober 2020 hat das eidgenössische Departement des Innern zur Vernehmlassung zum erwähnten Geschäft eingeladen. Wir danken für die Einladung und stellen Ihnen unsere Anträge und Bemerkungen innerhalb der Frist zu.

1. Allgemeines

In der Vernehmlassungsantwort zum Gesetzesentwurf, haben wir am 17. September 2019 folgendes gesagt:

Die Vorlage hat aus Sicht der Durchführung einige erhebliche Mängel, ohne deren künftige Berücksichtigung die ÜL unvollkommen bleibt und zahlreiche Durchführungsfragen letztlich dem Entscheid des Bundesgerichtes überlassen werden müssen. Dies bedeutet, dass es leider mehrere Jahre dauern wird, bis sich das System stabilisiert hat.

An dieser Aussage hat sich auch nach der Annahme des Gesetzes durch das Bundesparlament nichts geändert.

Der Verordnungsentwurf muss zwingend noch einmal grundlegend überarbeitet werden. Dabei sind v.a. folgende Problemfelder zu berücksichtigen (vgl. auch Bemerkungen zu einzelnen Artikeln unten):

- a. Es handelt sich bei den ÜL um eine übertragene Aufgabe des Bundes (Art 19 ÜLG), den Kantonen kommen keine materiell-rechtlichen Kompetenzen zu.
- b. Das ÜLG sieht keinen allgemeinen Verweis auf die AHV- oder EL-Gesetzgebung vor. Einzig in gewissen spezifischen Bereichen werden auf konkrete Bestimmungen verwiesen, z.B. Art 20 ÜLG. In vielen Bereichen bestehen somit echte Gesetzeslücken.
- c. Eine Koordination zwischen ÜLG und IVG fehlt vollständig. Besonders im Bereich der Integrationsbemühungen wird dies zu schwierigen Situationen führen. In einem Sachverhalt

(IVG) werden aktive Integrationsbemühungen verlangt, und in der anderen Sachlage (ÜL) nur pro forma (vgl Art 5 E-ÜLV).

- d. Eine Koordination zwischen KVG und ÜLG fehlt. Da keine direkte Auszahlung von einem Betrag an die Krankenversicherer wie in Art 21a ELG vorgesehen ist, müssten zwingend Koordinationsgrundsätze mit den jeweiligen kantonalen Systemen der Prämienverbilligung vorgesehen werden.
- e. Die Krankheits- und Behinderungskosten werden ungenügend geregelt.
- f. Die vorgesehene Finanzierung über die Kantone ist äusserst kompliziert und gesetzlich in dieser Art nicht vorgesehen.
- g. Eine terminologische Überprüfung des Begriffes «Kantone» ist notwendig. In den meisten Fällen muss dieser durch kantonale Durchführungsstelle ersetzt werden.

Unsere Konferenz hat immer wieder betont, dass ab dem Vorliegen von definitiven Weisungen den Durchführungsstellen mindestens eine Frist von 12 Monaten gegeben werden sollte, um eine Übernahme einer neuen Aufgabe vorzubereiten. Scheinbar beabsichtigt der Bundesrat das Gesetz auf den 1. Juli 2021 in Kraft zu setzen. Gerade bei einer Gesetzgebung wie bei den ÜL, welche spezialisierte Abläufe sowie IT- und Personal-Ressourcen erfordert, wäre eine solche 12-monatige Frist dringend notwendig.

Als positiv bewerten wir, dass der Verordnungsentwurf keine weiteren Bestimmungen zu der Datenübermittlung vorsieht. In der Tat ist ja auch Art 21 ÜLG abschliessend formuliert und es sind einzig «die Bezügerinnen und Bezüger und die Höhe der Überbrückungsleistung» zu melden.

2. Bemerkungen zu einzelnen Artikeln

Ad Artikel 1

Gemäss Wortlaut von Art 3 Abs. 1 Bst b ÜLG endet die Überbrückungsleistung zum Zeitpunkt, wenn die Altersrente frühestens vorbezogen werden kann und absehbar ist, dass zum Zeitpunkt des Erreichens des ordentlichen Rentenalters ein Anspruch auf EL bestehen würde (vgl. Art 40 AHVG). Art 1 des E-ÜLV geht auf diesen Sachverhalt nicht ein. Wie sollen die Durchführungsstellen pro futuro Berechnungen anstellen? Eine Bestimmung wonach die Situation 2 Jahre vor dem Erreichen des ordentlichen Rentenalters massgebend für diese Annahme der «Absehbarkeit» ist, wäre zwingend notwendig. Ansonsten werden die Entscheide vor den Gerichten nur in seltenen Fällen Bestand haben.

Antrag: Grundlegend überarbeiten.

Ad Artikel 3

Die Formulierung ist nicht identisch mit Art 2 ELV. Warum? Sind diese beiden Bestimmungen materiell als identisch zu verstehen?

Antrag: Überprüfung

Ad Artikel 4

Die Vorsorgeeinrichtungen sollten verpflichtet werden, den Durchführungsstellen Auskünfte zu erteilen. Mindestens im Bericht sollte dies ausdrücklich erwähnt werden.

Antrag: Ergänzen

Ad Artikel 5

Die Bemerkung in den Erläuterungen, wonach es keine Sanktionsmöglichkeiten gibt, bedeutet im Klartext, dass diese Bestimmung totus Buchstabe bleiben soll. Mit solchen Bestimmungen wird die Glaubwürdigkeit der Durchführungsstellen unterwandert. Schlimmer noch, die fehlende Koordination mit der IV und der ALV führt zu stossenden Ungleichbehandlungen bei praktisch identischen Bedingungen, je nachdem welche Gesetze zur Anwendung kommen.

Antrag: Grundlegend überarbeiten.

Ad Artikel 7

Diese Bestimmung zitiert teilweise Art 8 ELV, ist aber für eine Person, welche keine langjährige Erfahrung in der EL hat, schlicht nicht verständlich.

Antrag: Verständlicher formulieren.

Ad Artikel 8

Wie oft muss die Kaufkraft angepasst werden?

Antrag: Periodizität definieren.

Ad Artikel 9

Absatz 2 der Verordnung sieht vor, dass eine Gesetzesbestimmung nicht anwendbar ist. Eine solche Formulierung ist problematisch und schafft eine Rechtsunsicherheit.

Auf der anderen Seite sieht Art 9 Absatz 3 ÜLG vor, dass der Bundesrat aussergewöhnlich spezifische Situationen regelt, welche sonst üblicherweise höchstens auf Weisungsebene vorkommen. Auch hier gilt, diese Bestimmung ist nur sehr schwer verständlich.

Antrag: Eventuell Abs. 2 streichen oder den Text der Erläuterungen in die Verordnung aufnehmen.

Ad Artikel 10

Wie verhält sich dieser Sachverhalt bei Personen mit Wohnsitz im Ausland, welche nicht mehr in der Schweiz steuerpflichtig sind. Diese Frage gilt es bei allen anderen Bestimmungen des 2. Abschnittes zu klären.

Antrag: Art 10 bis 15 jeweils mit Auslandssachverhalt ergänzen oder eine allgemeine Bestimmung verfassen mit der Berücksichtigung von anerkannten Ausgaben im Ausland.

Ad Artikel 13

Die Krankenversicherer sind im System der Übergangsleistungen nicht verpflichtet, Meldungen zu den Prämien wie in den Prozessen der EL zu erstatten. Ausserdem ist kein Mindestbetrag für die Auszahlung oder auch eine direkte Zahlung einer Art Prämienverbilligung an die Krankenversicherer vorgesehen. Die Systematik bei den ÜL ist somit völlig unterschiedlich zu den EL.

Die Bezügerinnen und Bezüger haben Anspruch auf eine ordentliche Prämienverbilligung gemäss kantonalem Recht.

Die Durchführungsstellen werden also bei den Ausgaben die tatsächliche (Brutto) Prämie und bei den Einnahmen die tatsächliche Prämienverbilligung aufführen müssen, ohne dass eine gesetzliche Grundlage besteht, dass die Durchführungsstellen diese Beträge von Amtes wegen erhalten. Die Bezügerinnen und Bezüger von ÜL, müssen diese Unterlagen mindestens einmal pro Jahr einreichen und die Durchführungsstelle wird diese Angaben manuell verarbeiten müssen.

Antrag: Eine Lösung finden, welche mit einem administrativ vertretbaren Aufwand durchgeführt werden kann.

Ad Artikel 15

In der Schweiz gibt es rund 2'200 Gemeinden. In vielen Gemeinden wird es somit keine Bezügerinnen und Bezüger von Überbrückungsleistungen geben. In solchen Gemeinden wird es nicht möglich sein, den Berechnungsanforderungen von Art 9 Abs 6 ÜLG schon nur mathematisch Rechnung zu tragen. Im Gegensatz zu der Schwesterbestimmung bei den Ergänzungsleistungen, weil es vermutlich in jeder Gemeinde EL-Bezügerinnen und-bezüger gibt. Eine eigene Verfahrenslogik für Senkung oder Erhöhung von Mietzinsen einzuführen ist unverhältnismässig.

Im Weiteren müssten die Kantone in einem Gesetz festlegen, welche kantonale Behörde für einen solchen Antrag zuständig wäre. Es ist nicht davon auszugehen, dass die Kantone dies tun werden. Die Konsequenz wird also sein, dass bei gewissen Gemeinden die Mietzinse für EL-Beziehende gesenkt oder erhöht werden, aber für die Überbrückungsleistungen nicht. Eine solche Unterscheidung ist nicht nachvollziehbar.

Gemäss Art 9 Abs 6 ÜLG regelt der Bundesrat das Verfahren. Er könnte somit auch eine gesetzliche, respektive reglementarische Vermutung vorsehen. Also, dass in Gemeinden für welche er Höchstbetrag für die Anrechnung des Mietzinses in er EL erhöht oder gesenkt wurde, dies auch für die Übergangsleistungen gilt, ausser der Kanton beantragt ausdrücklich eine Unterscheidung.

Antrag: Grundsätzlich überarbeiten

Ad Artikel 16 ff

Wie verhält sich dieser Sachverhalt bei Personen mit Wohnsitz im Ausland, welche nicht mehr in der Schweiz steuerpflichtig sind. Diese Frage gilt es bei allen anderen Bestimmungen des 3. Abschnittes zu klären.

Antrag: Art 16 bis 27 jeweils mit dem Auslandssachverhalt ergänzen oder eine allgemeine Bestimmung verfassen mit der Berücksichtigung von anrechenbaren Einnahmen im Ausland.

Ad Artikel 22

Die Formulierung von Absatz 3 führt dazu, dass die Kantone ein Einführungsgesetz erlassen müssten. Dies ist absolut nicht notwendig. Die Bestimmung muss daher umformuliert werden, dass bei Kantonen, welche für die EL den Repartitionswert verwenden, dieser auch für die Überbrückungsleistungen anwendbar ist.

Antrag: Art 22 Abs 3 E-ÜLV grundsätzlich neu formulieren.

Ad Artikel 25

Neben dem Ausdruck « Verkehrswert » ist ebenfalls « oder Repartitionswert » aufzuführen.

Antrag: Ergänzen

Ad 3. Kapitel

In diesem Kapitel müssen drei Bestimmungen zusätzlich eingeführt werden. Erstens, dass für die Vergütung der Krankheits- und Behinderungskosten ausschliesslich die bundesrechtlichen Bestimmungen gelten und keine analoge Anwendung von kantonalen EL-Bestimmungen zulässig ist.

Zweitens, dass Bezügerinnen und Bezüger von ÜL mit Wohnsitz im Ausland keinen Anspruch auf Vergütung von Krankheits- und Behinderungskosten haben. Eine so grundlegende Bestimmung muss in einer reglementarischen Bestimmung festgehalten werden. Ein Hinweis in den Erläuterungen (wie vorliegend zu Art 30 E-ÜLV) wird mit grösster Wahrscheinlichkeit von den Gerichten als ungenügend erachtet werden.

Drittens eine Koordination mit den jährlichen Überbrückungsleistungen für den Fall, dass im Laufe des Jahres der Höchstbetrag gemäss Art 7 Abs. 2 ÜLG erreicht wird. Welche der beiden Leistungen wird zuerst eingestellt? Muss z.B. eine mutmassliche Schätzung der monatlichen Zahlungen gemacht werden und die Krankheitskosten werden sofort eingestellt, oder werden sämtliche Zahlungen bei Erreichen des Höchstbetrages eingestellt? Diese Frage kann aber auch im 4. Kapitel Verfahren geregelt werden.

Antrag: Ergänzen

Ad Artikel 28

Artikel 28 Abs. 2 Bst b E-ÜLV ist aus einer falschen Grundüberlegung entstanden. Da die Krankheits- und Behinderungskosten schweizweit einheitlich geregelt werden, kann und darf es keine unterschiedlichen Kriterien geben. Diese Bestimmung ist daher ersatzlos zu streichen.

Antrag: Abs. 2 Bst b streichen

Ad Artikel 30

Bezüglich des Verweises in den Erläuterungen zu Personen mit Wohnsitz im Ausland sei hier noch einmal daran erinnert, dass eine eigene diesbezügliche Bestimmung in der Verordnung notwendig ist. Die grundsätzliche Frage der Nichtbezahlung der Krankheits- und Behinderungskosten darf nicht nur in den Erläuterungen stehen.

Antrag: Neue Bestimmung verfassen

Ad Artikel 32

Erfahrungsgemäss hat ein Kostenvoranschlag alleine noch keine Aussagekraft, ob eine Behandlung «einfach, wirtschaftlich und zweckmässig» ist. Ab einer gewissen Höhe sollte der Kostenvoranschlag einem Vertrauenszahnarzt der Durchführungsstelle unterbreitet werden. Die Honorarkosten für den Vertrauenszahnarzt sollten aber vom Bund getragen werden, weil diese direkten Einfluss auf die Leistungen haben und nicht als eigentliche Vollzugskosten gelten können.

Ausserdem ist diese Bestimmung im Lichte der bundesgerichtlichen Rechtsprechung (BGE 131 V 263) auf die Zulässigkeit zu prüfen.

Antrag: Ergänzen und prüfen

Ad Artikel 38

Der Ausdruck «Kanton» ist durch «zuständige Durchführungsstelle» zu ergänzen.

Antrag: Ergänzen

Ad Artikel 39

Auch wenn die antragsstellende Person ihre Mitwirkungspflichten erfüllt hat, ist es möglich, dass die Durchführungsstellen trotzdem keinen Entscheid fällen können, weil andere Instanzen die notwendigen Angaben nicht liefern können, z.B. die tatsächliche Prämie oder den Betrag der Prämienverbilligung. Absatz 2 ist daher mit dem Ausdruck « und die Akten vollständig sind» zu ergänzen.

Antrag: ergänzen

Ad Artikel 40

Da kein Minimalbetrag bei den ÜL vorgesehen ist, bedeutet diese Regelung, dass monatlich Bagatellbeträge von einem Franken ausbezahlt werden müssen. Sinnvoll wäre, dass nach Abzug der Verrechnung mit dem AHV-Minimalbeitrag, Beträge von unter CHF 600.- einmal jährlich statt monatlich

ausbezahlt werden können. Also einen monatlichen Mindestbetrag von CHF 50.-. Das ATSG sieht in der Regel monatliche Auszahlungen vor, jährliche Auszahlungen sind aber auch möglich.

Die Bestimmung sollte daher nicht nur die Rundungen regeln, sondern auch den Mindestauszahlungsbetrag.

Antrag: Ergänzen

Ad Artikel 41

Der jederzeit mögliche Widerruf sollte in Absatz 3 auch erwähnt werden.

Antrag: Ergänzen

Ad Artikel 42

Wir sind nach wie vor der Überzeugung, dass der Kontakt mit Personen mit Wohnsitz im Ausland durch die ZAS erfolgen sollte.

Antrag: Gesetzesanpassung beantragen

Ad Artikel 43

Die ÜL und die EL sind im Bereich der Berücksichtigung der Prämienverbilligung völlig verschieden. Daher kann in diesem Bereich ein Kopieren von Bestimmungen aus der ELV nicht erfolgen. Konkret ist Absatz 2 nicht auf die ÜL zugeschnitten. In der ÜL gelten die Prämienverbilligungen als Einnahmen und es werden keine Beiträge an die Krankenkassen geleistet. Eine Verrechnung ist daher für Prämienverbilligungen gar nicht möglich.

Antrag: Absatz 2 streichen

Ad Artikel 45

Die administrativen Anforderungen sind so hoch, dass jedes Dossier pro Jahr mehrere Male überprüft werden muss. Ausserdem wird mit der obligatorischen Vergleichsrechnung beim frühestem möglichen Bezug der Altersrente faktisch eine Überprüfung vorgenommen. Zusätzlich noch eine periodische Überprüfung alle 2 Jahre zu verlangen, würde von den Bezügerinnen und Bezügerern als reine Schikane empfunden werden.

Antrag: Abs. 1 Bst d und Abs. 3 Bst. c streichen

Ad Artikel 46

Terminologische Anpassung: den Ausdruck «Kanton» mit «zuständiger Durchführungsstelle» ersetzen bzw. ergänzen.

Antrag: Anpassen

Ad Artikel 50

Die ÜL sind eine übertragene Aufgabe des Bundes und nicht der Kantone. Würden Kantone tatsächlich den Durchführungsstellen ergänzende Aufgaben im Bereich der der ÜL übertragen, müsste dies so oder so in einer gesonderten Buchhaltung gespiegelt werden. Die Situation mit der EL ist nicht vergleichbar und eine Kopie einer Bestimmung aus der ELV ist somit nicht sinnvoll.

Antrag: Artikel streichen

Ad Artikel 51

Viele kantonale Gerichte schicken ihre Entscheide mit «A+» und nicht mit eingeschriebenen Brief. Wir empfehlen die Gelegenheit zu benutzen und den Verordnungstext der tatsächlichen Praxis anzupassen.

Antrag: Abs. 2 anpassen

Ad Artikel 52 bis 54

Wie bereits mehrfach erläutert, sind die ÜL und EL in vielen Bereichen unterschiedlich. Es ist daher auch nicht möglich, dass die Finanzierung der Leistungen durch die Kantone erfolgt. Neben einer notwendigen gesetzlichen Grundlage in jedem Kanton wegen dem jeweiligen Staatshaushaltsrecht, ist eine Finanzierung durch die Kantone auch materiell-rechtlich nicht sinnvoll. Die ÜL werden zu 100% durch den Bund finanziert und eine Bevorschussung durch die Kantone ist nicht verfahrenskonform.

Die Durchführungsstellen müssen daher das Geld für die Leistungen direkt vom Bund erhalten. Die Auszahlungen müssen entweder vorschüssig, oder zumindest tagesgenau erfolgen. Sollte ein System mit Vorschüssen der Durchführungsstellen und entsprechenden Abrechnungen gewählt werden, so muss geprüft werden, wie diese Vorschüsse gesetzeskonform finanziert werden können (z.B. Querfinanzierung durch andere Sozialversicherungszweige).

Antrag: Grundlegend neu ausarbeiten

Ad Artikel 55

Die Kantone sind materiell-rechtlich nicht zuständig für die ÜL und können daher auch nicht haftbar gemacht werden. Sollten die Durchführungsstellen als haftbar erachtet werden, muss ihnen vorgeschrieben werden, Reserven auf den ÜL zu bilden. Die Zahlungen des Bundes müssten daher höher sein als die tatsächlichen Leistungen.

Antrag: Streichen, subsidiär grundlegend überarbeiten und erweitern

Ad Artikel 56

Die Kantone sind nicht zuständig für die ÜL und können auch keine Koordinationsaufgaben übernehmen.

Antrag: streichen

Ad Artikel 58

Vgl Bemerkungen zu den Artikeln 52 bis 54.

Antrag: Streichen, subsidiär, anpassen an die neuen Bestimmungen von Art 52 bis 54.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anträge und verbleiben mit freundlichen Grüßen.

Konferenz der kantonalen Ausgleichskassen



Andreas Dummermuth
Präsident



KONFERENZ DER KANTONALEN BVG- UND STIFTUNGSAUFSICHTSBEHÖRDEN
CONFÉRENCE DES AUTORITÉS CANTONALES DE SURVEILLANCE LPP ET DES FONDATIONS

Eidgenössisches Department des
Inneren EDI
zhd. Herrn Bundesrat Alain Berset
Inselgasse 1
3003 Bern

Zürich, 20. Januar 2021

**Vernehmlassung
zur Verordnung über Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose (ÜLV)**

Sehr geehrter Herr Bundesrat

Die Konferenz der kantonalen BVG- und Stiftungsbehörden dankt Ihnen für die Gelegenheit, zur eingangs genannten Vorlage Stellung zu nehmen. Sie beschränkt sich dabei auf Fragen der beruflichen Vorsorge.

Gemäss Art. 4 ÜLV werden bei der Ermittlung des Reinvermögens auch Vorsorgeguthaben der beruflichen Vorsorge berücksichtigt.

Bekanntlich definiert das Bundesgesetz über die berufliche Vorsorge (BVG) Mindestleistungen bei Alter, Tod und Invalidität (Art. 6 BVG); diese Leistungen sollen zusammen mit der Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung die Fortsetzung der gewohnten Lebenshaltung in angemessener Weise ermöglichen. Es handelt es sich um obligatorische Leistungen, die in der Regel nicht gekürzt werden dürfen. Die Konferenz empfiehlt daher, Artikel 4 ÜLV dahingehend zu ergänzen, dass Vorsorgeguthaben nur soweit für die Ermittlung des Reinvermögens berücksichtigt werden, soweit sie entweder das 26-Fache des allgemeinen Lebensbedarfes nach Artikel 9 Abs. 1 Buchstabe a Ziffer 1 ÜLG oder das Vorsorgeguthaben gemäss BVG übersteigen. Der höhere dieser Beiträge ist für die Berechnung massgebend.

Wir bitten Sie um Kenntnisnahme und grüssen Sie freundlich

Konferenz der kantonalen BVG- und
Stiftungsaufsichtsbehörden

Roger Tischhauser
Präsident der Konferenz

An
Bundesrat Alain Berset
Vorsteher Eidgenössisches Departement des
Innern EDI

Bern, den 1. Februar 2021

Vernehmlassung zur Verordnung über Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose: Stellungnahme Vorstand SODK

Sehr geehrter Herr Bundesrat

Mit Schreiben vom 28. Oktober 2020 hat uns das Eidgenössische Departement des Innern EDI zur Vernehmlassung über die Verordnung betreffend Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose (ÜLV) eingeladen. Wir bedanken uns für die Möglichkeit, zum vorliegenden Entwurf Stellung nehmen zu dürfen und äussern uns wie folgt:

Der Vorstand der SODK begrüsst die neuen Überbrückungsleistungen, welche einen wichtigen Beitrag zur Armutsprävention leisten. Sie sind ein taugliches Instrument, um einer relativ kleinen Personengruppe mit spezifischen Herausforderungen ein Altern in Würde zu ermöglichen. Sie schliessen somit eine wichtige Lücke im System der sozialen Sicherheit der Schweiz.

Wir erachten den Verordnungsvorschlag des Bundesrates grundsätzlich als gelungene Umsetzung des Gesetzes. Der Verordnungsentwurf ist eher technischer Natur, weshalb wir auf eine Rückmeldung zu einzelnen Artikeln verzichten, jedoch auf zwei grundlegende Punkte hinweisen möchten:

- Es muss verhindert werden, dass die Kantone kantonale Einführungsgesetze schaffen müssen.
- Es soll keine Schnittstelle zu den Kantonsfinanzen geschaffen werden (ausser dass die Kantone die Durchführungskosten tragen).

Bei den ÜL handelt es sich nicht um eine übertragene Aufgabe an die EL-Durchführungsstellen durch die Kantone, sondern die Übertragung erfolgt direkt durch den Bundesgesetzgeber (Art 19 ÜLG). Die Kantone haben keine materiell-rechtliche Befugnis bei den ÜL.

Die nun vorgeschlagenen Finanzierungsregelungen (Art. 52 - 55 E-ÜLV) sehen vor, dass die Bundesbeiträge für die ÜL an die Kantone ausgerichtet werden. Faktisch bedeutet dies, dass die Kantone oder teilweise die Gemeinden die Leistungen aus eigenen Mitteln bevorschussen müssen und die entsprechenden Beträge in das jeweilige Kantons- oder Gemeindebudget aufzunehmen haben. Dazu müssten in allen Kantonen kantonsrechtliche Grundlagen geschaffen werden, die dem kantonalen Finanzhaushaltsrecht entsprechen.

Dieser Weg ist kompliziert und unnötig. Alternativen sind aus den vielen anderen Sozialversicherungszweigen bestens bekannt: Eine Finanzierung könnte demnach entsprechend den Finanzierungsabläufen der AHV/IV/EO erfolgen. Die Zahlungsströme würden direkt zwischen dem Bund und den EL-Stellen erfolgen und die Kantone wären nicht in die Leistungsfinanzierung eingebunden. Die Erfahrungen bei der Umsetzung der Corona-Erwerbssersatzentschädigungen zeigen

aktuell, wie ein solcher Mechanismus reibungslos funktioniert. Sämtliche Kontrollzyklen sind gewahrt und greifen gut. Für Kantone, bei denen die EL und damit auch die Überbrückungsleistungen teilweise von der Ausgleichskasse bzw. der SVA und teilweise von den Gemeinden vollzogen werden, sind ebenfalls praktikable Finanz- und Abrechnungsbestimmungen zu finden, die keine Gesetzesanpassungen im Kanton notwendig machen.

Wir beantragen deshalb, die Finanzflussbestimmungen entsprechend anzupassen

Wir bedanken uns bei Ihnen, sehr geehrter Herr Bundesrat, für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme in den weiteren Arbeiten.

Freundliche Grüsse

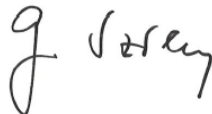
**Konferenz der kantonalen
Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren**

Die Präsidentin



Nathalie Barthoulot
Regierungsrätin

Die Generalsekretärin



Gaby Szöllösy

De : [Gubinelli Oriana](#)
A : [REDACTED]
Objet : Verordnung Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose
Date : Dienstag, 10. November 2020 15:05:14
Pièces jointes : [image001.png](#)

Verordnung Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose

Guten Tag

Besten Dank für Ihre Einladung zur Stellungnahme betreffend oben genannte Anhörung.

Leider hat die Stiftung für Konsumentenschutz momentan keine Kapazitäten, um eine Stellungnahme zu schreiben.

Für Ihr Verständnis besten Dank!

Freundliche Grüsse

Oriana Gubinelli
Beratung und Administration

Freitag abwesend

Stiftung für Konsumentenschutz
Nordring 4, Postfach
3001 Bern
Geschäftsstelle +41 31 370 24 24
Direkt +41 31 370 24 32
o.gubinelli@konsumentenschutz.ch
www.konsumentenschutz.ch



Stärken Sie den Konsumentenschutz:
[Jetzt Gönner werden!](#)

Vernehmlassung zur Verordnung über Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose (ÜLV)

santésuisse
Römerstrasse 20
Postfach 1561
CH-4502 Solothurn
Tel. +41 32 625 41 41
Fax +41 32 625 41 51
mail@santesuisse.ch
www.santesuisse.ch



santésuisse

Die Schweizer Krankenversicherer

Les assureurs-maladie suisses

Für Rückfragen:
Axel Reichlmeier
Direktwahl: +41 32 625 4252
Axel.Reichlmeier@santesuisse.ch

Solothurn, 11. Februar 2021

Sehr geehrter Herr Bundesrat
Sehr geehrte Damen und Herren

santésuisse bedankt sich für die Möglichkeit zur Teilnahme an der Vernehmlassung zur Verordnung über Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose (ÜLV). Im Folgenden äussert sich santésuisse ausschliesslich zu den für die Krankenversicherer relevanten Bestimmungen der ÜLV.

Das BSV hat nach Anfrage von GDK und santésuisse im Rahmen der Umsetzung des neuen ELG und der ELV im Datenaustausch Prämienverbiligung (DA-PV) entschieden, dass unter «tatsächlicher Prämie» die Tarifprämie zu verstehen ist. Im DA-PV liefern die Versicherer seit dem 1. November 2020 mit dem Meldeprozess 8 die Tarifprämie für die Berechnung der EL. Da die ÜL auch von den EL-Durchführungsstellen durchgeführt wird, gehen wir somit davon aus, dass die Informationen bezüglich Tarifprämie für ÜL-Beziehende von den Versicherern an die EL-Durchführungsstellen jeweils über den etablierten DA-PV und den neuen Meldeprozess 8 erfolgen.

Mit der Gleichstellung aller Versicherten, unabhängig ihrer gewählten Franchise, und dem maximalen Unterstützungsbeitrag von CHF 1'000.- sind wir einverstanden. Dies ist angesichts der gesetzlichen Ausgangslage im ÜLG ein gangbarer Weg. Wir möchten aber darauf hinweisen, dass die Wahl einer Wahlfranchise gegenüber der Franchise von CHF 300.- dadurch deutlich unattraktiver wird. Personen mit einer Wahlfranchise werden so im Krankheitsfall bestraft.

Vernehmlassung zur Verordnung über Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose (ÜLV)

Detailierte Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen:

Entwurf Verordnung über Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose (ÜLV)	Vorschlag santésuisse	Bemerkungen
<p><i>Der Schweizerische Bundesrat, gestützt auf Artikel 81 des Bundesgesetzes vom 6. Oktober 2000 über den Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts (ATSG) und auf die Artikel 5 Absätze 2 Buchstabe c, 5, 7 Absatz 5, 9 Absätze 3, 4 und 6, 11, 13 Absätze 2, 3, 17 Absatz 3, 24,25 Absatz 3 des Bundesgesetzes vom 19. Juni 2020 über Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose (ÜLG), verordnet:</i></p>		
2. Kapitel: Höhe der Überbrückungsleistungen		
1. Abschnitt: Berechnung der Überbrückungsleistungen		
<p>Art. 7 Kinder, die für die Berechnung ausser Betracht fallen (Art. 7 Abs. 4 ÜLG)</p> <p>Um festzustellen, welche Kinder für die Berechnung der Überbrückungsleistungen ausser Betracht fallen, sind die anrechenbaren Einnahmen und die anerkannten Ausgaben einschliesslich des Betrags für die obligatorische Krankenpflegeversicherung nach Artikel 9 Absatz 1 Buchstabe h ÜLG der Kinder, die ausser Betracht fallen könnten, einander gegenüberzustellen.</p>		<p>Einverstanden, keine Bemerkung.</p>
2. Abschnitt: Anerkannte Ausgaben		
Art. 13 Pauschalbetrag für die obligatorische Krankenpflegeversicherung		

Vernehmlassung zur Verordnung über Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose (ÜLV)

<p>(Art. 9 Abs. 1 Bst. h ÜLG)</p> <p>¹ Der jährliche Pauschalbetrag für die obligatorische Krankenpflegeversicherung entspricht der vom Eidgenössischen Departement des Innern (EDI) nach Artikel 54a Absatz 3 ELV festgelegten Durchschnittsprämie.</p> <p>² Als tatsächliche Prämie gilt die Prämie, die die Aufsichtsbehörde nach Artikel 16 des Krankenversicherungsaufsichtsgesetzes vom 26. September 2014 für den Krankenversicherer, den Kanton und die Prämienregion der Person genehmigt hat, die Überbrückungsleistungen beansprucht, und zwar:</p> <ul style="list-style-type: none">a. für ihre Altersgruppe;b. für die von ihr gewählte Franchise;c. gegebenenfalls für die von ihr gewählte besondere Versicherungsform;		<p>Einverstanden, keine Bemerkung.</p> <p>Im ELG und in der ELV sind analoge Aussagen zu den Prämien zu finden wie im ÜLG und ÜLV. So entspricht Art. 9 Abs. 1 Bst. h ÜLG dem Art. 10 Abs. 3 lit. d ELG und Art. 13 Abs. 2 ÜLV dem Art. 16d aus der ELV.</p> <p>Das BSV hat nach Anfrage von GDK und santésuisse im Rahmen der Umsetzung des neuen ELG und der ELV im Datenaustausch Prämienverbilligung (DA-PV) entschieden, dass unter «tatsächlicher Prämie» die Tarifprämie zu verstehen ist. Im DA-PV liefern die Versicherer seit dem 1. November 2020 mit dem Meldeprozess 8 die Tarifprämie für die Berechnung der EL. Dies muss zwingend auch für die Berechnung der ÜL gelten.</p> <p>Seit dem 1. November 2020 melden die Versicherer den EL-Durchführungsstellen nach Artikel 54a Absatz 5^{bis} ELV die Tarifprämie. Dies über den gesetzlich vorgeschriebenen Weg der kantonalen Durchführungsstellen. Der Betrag für die Prämienverbilligung für Ergänzungsleistungsbezüger wird direkt den Krankenversicherern ausbezahlt und mit den Prämien verrechnet.</p> <p>Eine entsprechende Bestimmung in der ÜLV für die ÜL gibt es nicht!</p> <p>Gemäss Art. 17 ÜLG melden die Organe nach Art. 21 Abs. 2 ELG die Bezügerinnen und Bezüger und</p>
---	--	--

Vernehmlassung zur Verordnung über Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose (ÜLV)

<p>d. für die von ihr gewählte Unfalldeckung.</p>	<p>d. für die von ihr gewählte Unfalldeckung.</p>	<p>die Höhe der Überbrückungsleistungen der Zentralen Ausgleichsstelle nach Art. 71 AHVG zuhanden des EL-Informationssystems. Da die ÜL auch von den EL-Durchführungsstellen durchgeführt wird, gehen wir somit davon aus, dass die Informationen bezüglich Tarifprämie für ÜL-Beziehende von den Versicherern an die EL-Durchführungsstellen über den etablierten Datenaustausch DA-PV und den neuen Meldeprozess 8 erfolgen.</p> <p>Im erläuternden Bericht steht zu Art. 46 ÜLV: Dieser Artikel entspricht grundsätzlich der Regelung in Artikel 54a Absatz 4 ELV, ist aber an anderer Stelle eingeordnet und mit redaktionellen Änderungen angepasst worden. Da den ÜL-Beziehenden die gesamte Überbrückungsleistung ausgerichtet wird (inkl. Krankenversicherungsprämie), ist somit keine weitere Koordination bezüglich Ausrichtung der Prämienverbilligung oder Anrechnung an Krankenkassenprämien notwendig.</p> <p>Bei diesem Vorgehen ist nicht geregelt, wie es sich verhält, wenn der Versicherungsnehmer mit der ÜL zwar die PV erhält, die Krankenkassenprämien aber nicht bezahlt und der Krankenversicherer sie im Falle eines Verlustscheins beim Kanton (85 % der Verlustscheinsumme) geltend machen muss. In diesem Fall müssen der Staat respektive der Steuerzahler zweimal bezahlen.</p> <p>Es ist gesetzlich geregelt, wo die Unfallversicherung abgeschlossen sein muss und in welchem Umfang.</p>
<p>3. Kapitel. Vergütung von Krankheits- und Behinderungskosten</p>		
<p>Art. 36 Vergütung der Kostenbeteiligung</p>		

Vernehmlassung zur Verordnung über Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose (ÜLV)

<p>(Art. 17 Abs. 1 Bst. e ÜLG)</p> <p>¹ Der Betrag der Beteiligung nach Artikel 64 des Bundesgesetzes vom 18. März 1994 über die Krankenversicherung (KVG) an den Kosten für Leistungen, welche die obligatorische Krankenpflegeversicherung nach Artikel 24 KVG übernimmt, wird vergütet.</p> <p>² Hat die Bezügerin oder der Bezüger eine Versicherung mit wählbarer Franchise nach Artikel 93 der Verordnung vom 27. Juni 1995 über die Krankenversicherung gewählt, so wird für die Kostenbeteiligung ein Betrag von höchstens 1000 Franken pro Jahr vergütet.</p>		<p>Einverstanden, keine Bemerkung.</p> <p>Mit dieser Vorgabe werden alle Versicherten, unabhängig ihrer gewählten Franchise, den Personen mit einer Franchise von CHF 300.- gleichgestellt und der maximale Unterstützungsbeitrag wird auf CHF 1'000.- festgelegt. Dies ist angesichts der gesetzlichen Ausgangslage im ÜLG ein gangbarer Weg. Die Wahl einer Wahlfranchise wird dadurch aber deutlich unattraktiver gegenüber der Franchise von CHF 300.-. Personen mit einer Wahlfranchise werden so im Krankheitsfall bestraft.</p>
<p>4. Kapitel: Verfahren und Rechtspflege</p>		
<p>1. Abschnitt: Verfahren</p>		
<p>Art. 43 Nachzahlung</p> <p>¹ Hat eine private oder eine öffentliche Fürsorgestelle einer Person im Hinblick auf Überbrückungsleistungen Vorschussleistungen für den Lebensunterhalt während einer Zeitspanne gewährt, für die rückwirkend Überbrückungsleistungen ausgerichtet werden, so kann ihr bei der Nachzahlung dieser Vorschuss direkt vergütet werden.</p> <p>² Hat ein Kanton während einer Zeitspanne Prämienverbilligungen in der Krankenversicherung gewährt, für die rückwirkend Überbrückungsleistungen ausgerichtet werden, so kann der Kanton diese bei der Nachzahlung mit den bereits ausbezahlten Prämienverbilligungen verrechnen.</p>		<p>Einverstanden, keine Bemerkung.</p>

Vernehmlassung zur Verordnung über Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose (ÜLV)

Vielen Dank für die Berücksichtigung unserer Anmerkungen. Für Fragen stehen wir Ihnen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

santésuisse

Direktion



Verena Nold
Direktorin santésuisse

Abteilung Grundlagen



Dr. Christoph Kilchenmann
Leiter Abteilung Grundlagen

Eidgenössisches Departement des Innern EDI
Herrn Alain Berset
p.A.
3000 Bern

Brugg, 11. Februar 2021

Stellungnahme zur Verordnung über die Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose

Sehr geehrte Damen und Herren

Als einer der grössten Frauendachverbände der Schweiz vertreten wir die Anliegen von rund 55'000 Bäuerinnen und Landfrauen. Gerne nehmen wir zu oben erwähnter Verordnung Stellung.

Einleitende Bemerkungen

Der Schweizerische Bäuerinnen- und Landfrauenverband SBLV hat die Einführung einer vom Bund finanzierten Überbrückungsleistung für ältere Ausgesteuerte begrüsst. Die Überbrückungsleistung ist sozialpolitisch sinnvoll, um die Fallhöhe bei einer Aussteuerung wenige Jahre vor dem ordentlichen Pensionsalter abzufedern.

Die letzten Jahre vor der Pensionierung sind besonders wichtig für den Aufbau der BVG-Rente. Einerseits aufgrund der üblichen Lohnentwicklung, der höchsten Altersgutschriften in Prozenten des koordinierten Lohnes und der Zinseszins-Effekten. Andererseits bleibt nach einer Aussteuerung nur der Vermögensverzehr, da das letzte soziale Auffangnetz – die Sozialhilfe – erst ab einem Vermögensfreibetrag von 4000 Franken zum Tragen kommt. Eine 40-jährige Erwerbsbiografie mit gewissem Vermögensaufbau und solider Alterssicherung kann so in den letzten Jahren vor der ordentlichen Pensionierung in einem sozialen und wirtschaftlichen Abstieg enden.

Für den SBLV ist die Vermeidung der Aussteuerung und der Erhalt der Arbeitsmarktfähigkeit der älteren Arbeitnehmenden zentral. Dafür braucht es eine durchdachte Weiterbildungspolitik, in der die einzelnen Personen, die Wirtschaft und die öffentliche Hand gut zusammenarbeiten. Dies bedingt regelmässige Standortbestimmungen ab der Mitte des Erwerbslebens, eine ausgebaute Berufsbildung und Nachholbildung für Erwachsene und breitere Unterstützung der Weiterbildungsbemühungen gerade von älteren Arbeitnehmenden. Die Arbeitswelt ändert sich heute rasant. Mit der Digitalisierung verschieben sich Tätigkeitsfelder und neue Kompetenzen sind gefordert. Wer auf dem digitalen Arbeitsmarkt bestehen will, muss sich kontinuierlich weiterbilden – Stichwort lebenslanges Lernen. Gerade Mütter mit kleinen Kindern – insbesondere, wenn sie alleinerziehend sind – können in einem viel kleineren Ausmass Weiterbildungen absolvieren. Allgemein werden Teilzeitangestellte in geringerem Ausmass bei Weiterbildungsbemühungen unterstützt. Verschlechtert sich die konjunkturelle Lage, sind sie die ersten, die ihre Anstellung verlieren und dann wegen mangelnder Weiterbildung auf dem Arbeitsmarkt nicht mehr Fuss fassen können. Aus Gleichstellungsperspektive wäre neben der Überbrückungsleistung deshalb auch ein Weiterbildungsobligatorium zu prüfen, welches der Aussteuerung älterer Personen präventiv entgegenwirkt.

Grundsätzliche Bemerkungen

Ein zentrales Anliegen für den SBLV bei der Umsetzung der Überbrückungsleistung im Gesetz ist die diskriminierungsfreie Ausgestaltung der Mindestdauer zur Erfüllung der Anspruchsvoraussetzung für Frauen mit Familien- oder Betreuungspflichten. Dies ist über die Berücksichtigung von entsprechenden Erziehungs- und Betreuungsgutschriften gemäss AHVG in Art. 5, Abs. 1, lit. a ÜLG gegeben.

In Art. 5, Abs. 4 ÜLG ist vorgesehen, dass der Bundesrat den Anspruch von Personen regelt, welche gemäss Art. 14 AVIG beitragsbefreit sind. In der Verordnung wurde dazu – obwohl im Gesetz festgehalten – allerdings keine Regelung getroffen.

Bei beitragsbefreiten Personen handelt es sich um Personen, welche aufgrund einer Aus- oder Weiterbildung, wegen Krankheit, Unfall oder Haft keine Beiträge an die Arbeitslosenversicherung bezahlen konnten. Eine Person, welche beispielsweise mit 57 Jahren einen schweren Unfall hat, über ein Jahr in Rehabilitation verbleibt, anschliessend die Stelle verliert und als beitragsbefreite Person 90 Taggelder der Arbeitslosenversicherung erhält, kann sich keinen Anspruch auf eine Überbrückungsleistung erwerben. Dies widerspricht aus unserer Sicht dem Willen des Gesetzgebers, den Schutz von älteren Ausgesteuerten zu verbessern. Um dies zu verhindern, sollte bei einer Aussteuerung ab 55 Jahren (mindestens aber ab 58 Jahren) bei der Anspruchsabklärung nicht die effektive Anzahl an bezogenen Taggeldern berücksichtigt werden, sondern in jedem Fall von 520 Taggeldern ausgegangen werden. Sollte damit die Anspruchsvoraussetzung erfüllt sein, hätte diese Person mit dem Vollenden des 60. Altersjahres Anspruch auf Überbrückungsleistungen, sofern die restliche Anspruchsberechtigung für eine Überbrückungsleistung effektiv erfüllt ist.

Bemerkungen zu Bestimmungen der Verordnung

Vermögensschwelle:

Art. 4 ÜLV:

Vorsorgeguthaben aus der beruflichen Vorsorge werden bei der Ermittlung des Reinvermögens für die Vermögensschwelle berücksichtigt, soweit sie das 26-fache des allgemeinen Lebensbedarfes übersteigen. Dies entspricht rund 500'000 CHF. und einem Jahreseinkommen von 120'000 CHF. Dies unter der Annahme der Altersgutschriften aus dem BVG-Obligatorium und einem Umwandlungssatz von 5%.

Dieser Betrag ist unseres Erachtens zu tief angesetzt, dies insbesondere aus drei Gründen:

1. Gemäss den Erläuterungen können Personen mit einem Recht auf Überbrückungsleistungen so mit einem jährlichen Renteneinkommen von 47'000 CHF (BVG und AHV) – rund 3'900 CHF pro Monat – rechnen. Die Kosten für Betreuung und Pflege steigen mit dem Alter stark an und können mit einem solchen Renteneinkommen nicht ausreichend gedeckt werden.
2. Die Berechnung des jährlichen Renteneinkommens fokussiert doppelt auf die Männer. Erstens stützt sich der Verbrauch des Vorsorgeguthabens auf die Lebenserwartung der Männer und zweitens wird beim Anteil aus der AHV auf der durchschnittlichen AHV-Rente der Männer abgestellt. Die längere Lebenserwartung¹ der Frauen (87.7 Jahre ggü. 85 Jahren bei Männern) und die tiefere durchschnittliche AHV-Rente (1'711 CHF ggü. 1'893 CHF bei Männern) verschlechtert diese Berechnung zuungunsten der Frauen.

¹ Gemäss Bundesamt für Statistik für Personen im Alter von 65 Jahren (2019).

3. Es ist zu erwarten, dass die Umwandlungssätze in der beruflichen Vorsorge weiter sinken werden. Dadurch werden die effektiven Renten beim gleichen Alterskapital weiter sinken. Auch dies spricht dafür, dass die Schwelle bei der Berücksichtigung des Alterskapitals aus der beruflichen Vorsorge höher angesetzt wird.

Antrag des SBLV: Es soll ein höherer Betrag – beispielsweise das 30-fache des allgemeinen Lebensbedarfs – berücksichtigt werden, nicht zuletzt, um die Lebenssituation der Frauen besser abzubilden.

Integrationsnachweis

Art. 5 ÜLV:

Bezüger einer Überbrückungsleistung müssen jährlich nachweisen, dass sie sich um eine Integration in den Arbeitsmarkt bemühen. Gemäss dem ÜLG und den Erläuterungen zur Verordnung sind aber keine Sanktionsmöglichkeiten bei fehlendem Nachweis von Integrationsbemühungen vorgesehen. Unter Berücksichtigung, dass es sich bei Bezügerinnen und Bezüglern von Überbrückungsleistungen um Personen handelt, welche bereits in den vergangenen Jahren (erfolglos) um die Integration in den Arbeitsmarkt bemüht waren (trotz durch die RAV vermittelte/verordnete AMM) und folglich ausgesteuert wurden, kann auf einen solchen Integrationsnachweis verzichtet werden. Dies ist gemäss „kann“-Formulierung im Gesetz auch juristisch möglich. Eine der Hauptintentionen zur Einführung der ÜL war, die betroffenen Personen vor dem Gang auf den Sozialdienst und dessen Kontrollregime zu bewahren. Dies sollte nicht durch ein ÜL-Kontrollregime konterkariert werden.

Antrag des SBLV: Auf die Einführung eines Integrationsnachweises soll verzichtet werden. Soll ein solcher dennoch eingeführt werden, ist darauf zu achten, den Bereich der Integration möglichst weit zu fassen und so nicht nur die berufliche, sondern ebenfalls die gesellschaftliche Integration gelten zu lassen. Gerade Frauen käme die Anerkennung von Freiwilligenarbeit oder der Pflege und Betreuung von Angehörigen oder Bekannten als Integrationsnachweis entgegen. Um den bürokratischen Aufwand für alle Beteiligten so gering wie möglich zu halten, würden wir es begrüessen, wenn es dazu ein einfaches Formular des Bundesamts für Sozialversicherungen geben würde. Das Ausfüllen dieses Formulars sollte als Nachweis ausreichen.

Anerkannte Ausgaben

Art. 14, Abs. 1 (ÜLV):

Die Einteilung der Gemeindetypen bildet aus unserer Sicht die effektiven Mietpreise in den Regionen zu wenig gut ab. Eine stärkere Orientierung an den Mietpreisen wäre bei der Wahl der Gemeindegliederung wichtig. Aus unserer Sicht sollte dafür Region 1 erweitert werden, wodurch weitere Regionen mit hohen Mieten berücksichtigt würden.

Das Gesetz schreibt nur vor, dass sich der Bundesrat bei der Einteilung der Gemeinden auf „die Raumeinteilung des Bundesamts für Statistik“ stützen muss. Die Konzentration auf die Region 111 in der Gemeindetypologie 2012 (25 Typen) ist somit keinesfalls zwingend. Insbesondere in den Regionen Region Zürichsee, Lac Léman und Zugersee konzentrieren sich die hohen Mieten nicht alleine auf die städtischen Zentren. Gleiches gilt für touristische Regionen.

Werden die hohen Mietkosten unzureichend berücksichtigt, droht ein erzwungener Wohnortwechsel. Gerade Frauen, die aufgrund einer Trennung oder Scheidung auf Überbrückungsleistungen angewiesen sind, könnten von dieser Problematik betroffen sein. Es sollte verhindert werden, dass auf die berufliche Desintegration auch eine soziale Desintegration folgt.

Antrag des SBLV: Es sollen mehr Gemeindetypen der Gemeindetypologie 2012 der Region 1 zugerechnet werden, damit Regionen mit hohen Mieten angemessen berücksichtigt werden.

Berücksichtigung des Vermögens:

Art. 21 (ÜLV):

Vorsorgeguthaben aus der beruflichen Vorsorge sind bei der Ermittlung des Reinvermögens zu berücksichtigen, soweit sie den Betrag nach Artikel 4 übersteigen. Wir würden es begrüssen, wenn in der Verordnung Vorsorgeguthaben in Freizügigkeitseinrichtungen, der Säule 3a und bei Lebensversicherungen explizit ebenfalls aufgeführt würden, damit eine Ungleichbehandlung der verschiedenen Formen des Alterssparens ausgeschlossen werden kann.

Antrag des SBLV: Ergänzung von Art. 21, Abs. 4 wie folgt:

⁴ Vorsorgeguthaben der beruflichen Vorsorge aus Freizügigkeitseinrichtungen, Säule 3a und Lebensversicherungen sind bei der Ermittlung des Reinvermögens zu berücksichtigen, soweit sie den Betrag nach Artikel 4 übersteigen.

Krankheits- und Behinderungskosten:

Art. 32, Abs. 1 (ÜLV):

Die Verordnung sieht vor, dass Kosten für die Zahnbehandlung vergütet werden, wenn diese „einfach, wirtschaftlich und zweckmässig“ sind. Wir regen an, das Wort „einfach“ zu streichen. Es ist kein geeignetes Kriterium, da das Ziel eine angemessene gesundheitliche Leistung zu einem angemessenen Preis sein sollte. Im KVG wird beispielsweise der Begriff „wirksam“ verwendet, was uns ebenfalls als besser erscheint.

Antrag des SBLV: Verzicht auf den Ausdruck „einfach“, allenfalls ersetzen mit „wirksam“.

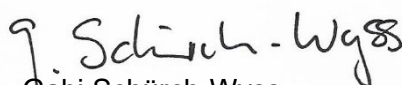
In diesem Sinne danken wir für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

SCHWEIZERISCHER BÄUERINNEN- UND LANDFRAUENVERBAND SBLV



Anne Challandes
Präsidentin



Gabi Schürch-Wyss
Präsidentin Kommission Familien- und Sozialpolitik

Stiftung Auffangeinrichtung BVG

Direktion



Stiftung Auffangeinrichtung BVG, Postfach, 8050 Zürich

Sekretariat.ABEL@bsv.admin.ch
Bundesamt für Sozialversicherungen
Bereich Leistungen AHV/EO/EL
Katharina Schubarth
Effingerstrasse 20
3003 Bern

Stiftung Auffangeinrichtung BVG

Elias-Canetti-Strasse 2

Postfach

8050 Zürich

+41 41 799 75 75 (Tel)

+41 44 468 22 98 (Fax)

www.chaeis.ch

POFICHBEXXX (SWIFT)

CH25 0900 0000 3017 0878 7 (IBAN)

PD Dr. iur. Urs Müller

Rechtsanwalt

+41 44 468 23 85

urs.mueller@aeis.ch

Zürich, 12. Februar 2021

Vernehmlassung zur Verordnung Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose

Sehr geehrte Frau Schubarth

Die Geschäftsleitung verzichtet in Abstimmung mit dem Stiftungsratsausschuss auf eine Stellungnahme zur Verordnung Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose.

Freundliche Grüsse

Stiftung Auffangeinrichtung BVG

Direktion

Marc Garbosa
Geschäftsführer

Urs Müller
Leiter Recht & Compliance



Eidg. Departement des Innern
Herr Alain Berset
Bundesrat
Inselgasse 1
CH-3003 Bern

Per E-Mail geschickt an: sekretariat.ABEL@bsv.admin.ch

Bern, 14. Januar 2021

Verordnung über Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose: Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens

Sehr geehrter Herr Bundesrat

Vielen Dank für Ihr Schreiben vom 28. Oktober 2020, in dem wir eingeladen wurden, uns zu obiger Verordnung zu äussern.

Die Verordnung ist technisch und wirft aus unserer Sicht keine grösseren Themen auf. Insbesondere ist sichergestellt, dass die RAV keine neuen Aufgaben erhalten werden. Im Gegenteil: Der Bundesrat hat sich sehr bemüht, jegliche im ÜLG angelegten Anforderungen auf ein Minimum zu reduzieren. Zudem will der Bundesrat den Begriff der Arbeitsbemühungen sehr weit fassen, die Kontrolle sehr liberal auslegen und in Bezug auf die Qualität und Quantität des Nachweises keine hohen Anforderungen stellen. Schliesslich sieht das ÜLG keine Sanktionsmöglichkeit oder Anrechnung eines hypothetischen Einkommens bei einem fehlenden Nachweis von Integrationsbemühungen vor, was ebenfalls sicherstellt, dass die RAV keine neuen Aufgaben übernehmen müssen.

Da damit die Hauptanliegen des VSAA erfüllt sind, wurde entschieden, auf eine Umfrage bei seinen Mitgliedern und eine Vernehmlassung zu verzichten. Der VSAA verweist schliesslich auf seine Stellungnahme zu Handen der Volkswirtschaftsdirektorenkonferenz VDK vom 11.7.2019.

Gerne reichen wir bei anderweitigen Vernehmlassungen eine konsolidierte Stellungnahme ein und danken für die Einladung zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

Verband Schweizerischer Arbeitsmarktbehörden VSAA

Nicole Hostettler
Präsidentin

Alexander Ammon
Direktor